

Initiative pour la Transparence dans la pêche Thonière (ITT) dans la zone COMHAFAT



Rapport

Les Accords de Partenariat pour une Pêche Durable et
la bonne gouvernance de la pêche dans
la zone COMHAFAT



Juin 2016 El Jadida, Maroc



22 états
membres

Initiative pour la Transparence dans la pêche Thonière (ITT) dans la zone COMHAFAT

Rapport de l'Atelier sur Les Accords de Partenariat pour une Pêche Durable et la bonne gouvernance de la pêche dans la zone COMHAFAT



Juin 2016 El Jadida, Maroc

TABLE DES MATIÈRES

Séance d'ouverture	07
Séance 1, les nouveaux accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable (APPD) : aspects généraux	10
Revue de l'ensemble des accords dans les pays de la zone COMHAFAT.....	11
Présentation des APPD et premiers retours d'expérience.....	11
L'appui sectoriel, composante déterminante des APPD pour une bonne gouvernance du secteur de la pêche des pays côtiers.....	12
Discussions.....	12
Séance 2, accords de pêche : contribution au processus de développement du secteur halieutique national, complémentarité et cohérence d'ensemble.....	14
Contribution à la modernisation du secteur des pêches, la Mauritanie.....	15
Contribution à l'industrie halieutique, la Côte d'Ivoire.....	16
Perspectives d'amélioration de la contribution des APPD au processus de développement du secteur halieutique des pays côtiers.....	16
Les effets de l'appui sectoriel sur la recherche, le cas du Maroc.....	17
Complémentarité des politiques et plus-value nationale : le cas des pêcheries thonières.....	17
La sécurité alimentaire des communautés d'Afrique de l'ouest : le cas des ressources pélagiques.....	18
La contribution des chalutiers pélagiques de l'UE à la sécurité alimentaire.....	18
Cohérence des politiques dans les secteurs halieutiques en Afrique de l'Ouest.....	19
Présentation de l'initiative mondiale pour une plus grande transparence et équité dans la pêche.....	19
Discussions.....	20
Séance 3, le rôle des APPD comme vecteur de bonne gouvernance.....	22
Les APPD et la promotion de la bonne gouvernance, le point de vue des institutions.....	23
Les APPD et la promotion de la bonne gouvernance, le point de vue des armateurs français.....	23
Des accords équitables et transparents : des outils fondamentaux pour l'amélioration de la gouvernance des océans.....	24
Les APPD et la promotion de la bonne gouvernance, le point de vue du WWF.....	24
Les APPD et la promotion de la bonne gouvernance, le point de vue de la Fondation pour la justice environnementale.....	25
Les APPD et la promotion de la bonne gouvernance, le point de Mauritanie 2000.....	26
Les APPD et la promotion de la bonne gouvernance, le point de la Fédération européenne des syndicats des travailleurs de la mer.....	26
Le rôle des APPD dans le renforcement de la coopération régionale, l'exemple de la CICTA.....	27
Discussions.....	28
Séance 4, vers une harmonisation des conditions d'accès aux ressources halieutiques.....	30
Mode opératoire du Gabon vis-à-vis de l'harmonisation des conditions d'accès.....	31
Mode opératoire de Sao Tome et Principe et application de règles de transparence.....	31
Initiative pour la transparence dans les pêcheries thonières en matière d'harmonisation des conditions d'accès (ITT).....	32
Pour une harmonisation des conditions d'accès aux ressources halieutiques, éléments juridiques.....	32
Discussion autour de l'harmonisation de l'accès aux ressources halieutiques et des considérations à prendre en compte.....	33
Séance 5, Conclusion et prochaines étapes	34
Les Annexes.....	38
Annexe 1 : Ordre du jour.....	39
Annexe 2 : Contexte et objectifs.....	43
Annexe 3: Allocution introductive.....	46
Annexe 4 : Liste des participants.....	48

REMERCIEMENTS

Le Secrétariat de la COMHAFAT remercie tous les délégués et experts qui ont participé au second atelier intitulé : << Les Accords de Partenariat pour une Pêche Durable et la bonne gouvernance de la pêche dans la zone COMHAFAT >>, réalisé dans le cadre de l'Initiative pour la transparence dans la pêche thonière (ITT). Il remercie plus particulièrement les conférenciers pour la qualité de leur présentation et de leur contribution aux discussions.

Le Secrétariat exprime sa gratitude à l'Union européenne pour le financement de cette initiative ainsi qu'à la coopération japonaise et le ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime du Maroc pour leurs appuis respectifs à l'organisation de ce premier atelier. Il tient également à souligner la participation active du Conseil Consultatif pour la Pêche Lointaine (LDAC) dans l'organisation de l'atelier, qui a largement contribué à la réussite de cette activité.

PRÉSENTATION DU DOCUMENT



Le document présente tout d'abord, pour chacune des 5 sessions, le résumé de chacune des présentations ainsi que les principaux éléments de discussions. Il présente ensuite les résolutions en matière de gouvernance des pêcheries et d'harmonisation des conditions d'accès aux ressources halieutiques des pays côtiers de la zone COMHAFAT.



SÉANCES DE TRAVAIL

Les Accords de
Partenariat pour une
Pêche Durable et la
bonne gouvernance de
la pêche dans la zone
COMHAFAT

L'atelier s'est tenu 2 au 3 juin 2016. Il a consisté en 5 séances thématiques et une séance dédiée à la rédaction d'un projet de recommandations. Une synthèse de chaque séance est présentée ci-après. Elle souligne les éléments clés des présentations et des discussions qui ont suivi.

SÉANCE D'OUVERTURE

Le Président en exercice de la COMHAFAT, Monsieur Adjoumani Kouassi Kobenan, Ministre des Ressources Animales et Halieutiques de la Côte d'Ivoire, représenté par Monsieur Angaman Konan, conseiller du ministre, a souhaité la bienvenue aux participants et a rappelé le contexte de la tenue de l'atelier et l'importance de progresser dans le processus de gouvernance des pêcheries de la façade atlantique de l'Afrique et



Initiative pour la transparence dans la pêche thonière (ITT) dans la zone COMHAFAT

dès lors de définir des lignes directrices pour l'harmonisation des conditions d'accès aux ressources halieutiques des pays côtiers. Le Secrétaire exécutif de la COMHAFAT, Monsieur Abdelouahed Benabbou, a introduit l'atelier en insistant sur les points essentiels et notamment l'importance de la coopération entre les pays, les organisations régionales de pêche et la CICTA. Il a remercié, à cet effet, tous les délégués pour leur participation ainsi que les partenaires techniques. Il a enfin nommé le président de chacune des 5 séances.





Séance 1
Les nouveaux accords
de partenariat dans le
domaine de la pêche
durable (APPD) : aspects
généraux

SÉANCE 1, LES NOUVEAUX ACCORDS DE PARTENARIAT DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE DURABLE (APPD) : ASPECTS GÉNÉRAUX

(PRÉSIDENT : ANGAMAN KONAN)

Revue de l'ensemble des accords de pêche dans les pays de la zone COMHAFAT

Pierre Failler, Université de Portsmouth, UK



La pluralité des accords de pêche entre les États côtiers africains de la façade atlantique et les États de pêche lointaine (ou leurs ressortissants) traduit la diversité des situations rencontrées et le besoin de s'adapter à chacune d'entre elles de la manière la plus judicieuse que possible. Toutefois, en l'absence d'évaluation des différents accords en vigueur, les pays côtiers africains se révèlent être peu en mesure d'en apprécier les retombées tant économiques que sociales ainsi que les incidences écologiques.

Parmi toutes les espèces de poisson qui sont ciblées par les navires de pêche lointaine et qui peuvent se prêter à une gestion régionale de l'accès, seuls les thonidés peuvent être retenus. Ils ne font pas l'objet d'une volonté forte des États de ne pas céder leur pouvoir de souveraineté comme cela se rencontre pour les démersaux et

les petits pélagiques exploités par les flottes industrielles et artisanales.

Plusieurs organisations de pêche (CSRP, CPCO, COREP, COPACE, COMHAFAT), une organisation de gestion des thonidés (CICTA) et une organisation de gestion de la pêche dans les eaux internationales de la zone 47 (OPASE) opèrent sur la façade atlantique et peuvent le cas échéant organiser la gestion (ou y participer) des accords de pêche à une échelle régionale.

Présentation des APPD et premiers retours d'expérience

Roberto Cesari, DG-MARE, UE



La présentation sur les nouveaux Accords de Partenariat de Pêche Durable (APPD) de l'Union Européenne se concentre sur la description du rôle de ces Accords, en ligne avec la nouvelle Politique Commune de la Pêche de l'Union et comme instrument de bonne gouvernance des Océans et de la pêche. Elle a comme objectif la description de la nouvelle philosophie qui régit l'action de l'Union à niveau bilatéral, basée sur un cadre juridique solide et hautement développé, les plus modernes standards de contrôle et monitoring des flottes qui opèrent dans le cadre de ces accords, le caractère soutenable et scientifiquement fondé de ces activités, la politique de transparence et les synergies entre la nouvelle politique de pêche européenne et sa politique de développement (appui sectoriel des APPD et fonds européenne de développement) ainsi que l'impact économique de ces accords dans le pays tiers.



L'appui sectoriel, composante déterminante des APPD pour une bonne gouvernance du secteur de la pêche des pays côtiers

Anaïd Panossian, Consultant indépendant, Maroc



L'appui sectoriel est une nouveauté issue de la réforme de la PCP de 2002, destiné à encadrer une forme de partenariat entre l'UE et les pays tiers, plus avancée que les anciens appuis financiers mis en œuvre sous forme d'actions ciblées.

La réforme de 2002 a donc introduit une dimension spécifique à la contrepartie financière de l'UE, en plus des droits d'accès (financement UE et armateurs), l'UE doit s'acquitter d'une part intégralement financée par elle pour soutenir le développement du secteur des pêches du pays partenaire, en conformité avec sa Stratégie nationale sectorielle. Cela s'intègre dans l'objectif de l'UE de se défaire de la dimension purement commerciale de ces accords, et d'y introduire une dimension véritablement plus partenariale, ancrée dans la mise en œuvre de pratiques de pêche responsables et durables.

Il s'agit d'une approche budgétaire, sur la base de projets proposés par le pays partenaire et agréés conjointement. Cet appui sectoriel repose sur des indicateurs de résultat précis et fait l'objet d'un suivi spécifique et continu. Les axes généralement retenus sont la recherche scientifique, le contrôle et la surveillance, l'appui au volet sanitaire, le renforcement des capacités, la formation et les infrastructures.

La réforme de la PCP de 2013 a renforcé cette part "appui sectoriel" en créant des mécanismes de suivi et de contrôle plus rigoureux. La mise en œuvre de cet appui sectoriel a rencontré, et rencontre encore, des difficultés certaines, qui sont souvent liées au manque de capacité des Etats partenaires, et à une implication complexe de

l'UE. Cet outil évolutif présente un réel intérêt pour la gouvernance et la standardisation des bonnes pratiques de pêche. Sur la base des évaluations récentes (rapport de la Cour des comptes, du Parlement européen, etc.), des recommandations seront émises pour le rendre plus performant.

Discussions

Les présentations ont permis d'examiner les nouveaux APPD ainsi que leurs contributions au processus de développement du secteur halieutique national. Les APPD passés et présents signés par l'UE avec les Etats membres de la COMHAFAT ont été passés en revue. Les discussions

ont essentiellement porté sur plusieurs points dont celui de l'importance de mettre en place et d'harmoniser les mécanismes d'évaluation des accords de pêches.

Il a, à cet égard, été souligné la place prépondérante des évaluations et de la coopération scientifique pour pouvoir disposer à la fois d'une connaissance des stocks et des effets économiques et sociaux des APPD. Considérant l'épuisement de pratiquement tous les stocks de poissons, à l'exception du thon et de quelques espèces profondes pour lequel des accords de pêche sont réalisés

avec l'UE, il a été retenu d'assurer la transparence dans leurs négociations et mise en œuvre.

Les participants se sont questionnés sur la mission des commissions mixtes et la nationalité des marins quand il s'agit d'accords portant sur les stocks partagés entre plusieurs Etats côtiers. Ils ont également évoqué la faiblesse de la recherche scientifique dans les pays côtiers qui est pourtant déterminante pour l'évaluation des accords. Pour cela, il a été proposé le renforcement des compétences des agents y compris des chercheurs des Etats côtiers afin de tenir compte des problèmes émergents tels que l'impact des changements climatiques sur la pêche. Le besoin a été exprimé d'améliorer les capacités d'évaluation des effets des accords, sous toutes leurs formes, tant pour les Etats que pour les organisations régionales. En outre, une garantie du respect des conditions de travail des employés en termes de respect des droits de l'homme et



du travail a été demandée, notamment pour les femmes. Les discussions ont également porté sur la nécessité de développer un cadre institutionnel et juridique contraignant dans chaque Etat côtier, ceci afin que les accords fassent partie intégrante de leur stratégie d'exploitation des ressources halieutiques situées dans la zone sous juridiction nationale. Des propositions de renforcement des capacités des Etats à développer et mettre en place des stratégies et définition des priorités qui peuvent bénéficier de l'appui sectoriel ont été aussi faites. Il a également été suggéré une réévaluation et une augmentation du budget alloué à l'appui sectoriel dans les accords de pêche sur le thon. Il a été, de plus, discuté la place stratégique des pêcheries locales pour les Etats, notamment la pêche artisanale et son rôle dans la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté ; ceci pourrait être renforcé par un appui aux Etats pour atteindre

leurs objectifs en matière de durabilité des pêches, de développement des communautés côtières et de création de valeur ajoutée. L'amélioration des procédés techniques de mise en application des projets financés dans le cadre de l'appui sectoriel a été sollicitée, pour garantir une réalisation effective des projets envisagés.

En outre, les participants ont discuté la question de la transparence dans la gestion du secteur, y compris pour les activités de la flotte de pêche européenne opérant dans le cadre de tous les accords de pêche. Ceci pourrait se faire notamment par l'encouragement à une meilleure information et l'implication de la société civile et des organisations professionnelles des pêches aux processus d'élaboration, de suivi et d'évaluation des APPD. Enfin, une harmonisation des dispositifs de lutte contre la pêche illégale y compris le SCS entre l'UE et les Etats côtiers a été demandée par les participants.



Séance 2
***Accords de pêche :
contribution au processus
de développement du
secteur halieutique national,
complémentarité et
cohérence d'ensemble***

SÉANCE 2, ACCORDS DE PÊCHE : CONTRIBUTION AU PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR HALIEUTIQUE NATIONAL, COMPLÉMENTARITÉ ET COHÉRENCE D'ENSEMBLE (PRÉSIDENT : ANGAMAN KONAN)

Contribution à la modernisation du secteur des pêches, la Mauritanie

Lamine Camara, Directeur des pêches, Mauritanie



Conscient de l'importance de son secteur des pêches, la Mauritanie a élaboré et appliqué plusieurs politiques visant à garantir la durabilité de l'exploitation dudit secteur. La dernière politique en date est la stratégie de gestion responsable pour un développement durable du secteur des pêches et de l'économie maritime élaborée pour la période 2015-2019.

Cette stratégie, qui s'articule autour de six axes prioritaires, introduit un nouveau paradigme de gestion des pêches, à savoir la gestion par quotas qui est basée sur le contrôle des captures. Pour opérationnaliser cette vision, le Département des pêches a élaboré et fait adopter un nouveau code des pêches (Loi n° 017-2015 du 29 juillet 2015 portant code des pêches qui prévoit 2 régimes d'exploitation : Régime National et Régime Etranger) ; et des textes ont été pris pour son application (Décret 2015-159 portant application du code des pêches, Décret fixant les modalités d'accès, Arrêtés sur les types de concession, Cahier de charge, modèle de contrats de concession, etc.). Tout en rappelant que les compensations financières versées par l'Union européenne dans le cadre des accords de pêche ne sont pas une aide au développement, mais la vente par les Etats d'un accès à leurs stocks,



les APPD contribuent à hisser les normes de gestion et aménagement des pêcheries aux standards internationaux, notamment en ce qui concerne le développement durable des pêcheries. Cela s'est fait à travers :

- L'octroi de possibilités de pêche sous forme de quotas (et non en termes de nombre de navires ou licences de pêche) est en phase avec les dispositions de la nouvelle réforme de pêche ;
- L'obligation de sorties de la zone de pêche mauritanienne en rade des ports de Nouadhibou ou de Nouakchott. Cette nouvelle disposition devrait permettre de faciliter les opérations de contrôle au moment de la sortie des navires (le précédent accord autorisait des sorties à partir de zones difficilement accessibles pour la GCM), et ainsi de favoriser une meilleure application de la réglementation des pêches.
- Le suivi par satellite des navires. Les dispositions et mesures prises dans le nouvel accord devraient permettre de consolider la mise en place du système SSN. Cela devrait se traduire par une amélioration des fonctions

de contrôle et surveillance des pêches, et la mise en place de conditions favorables à la mise en œuvre des plans d'aménagement des pêcheries.

- L'introduction de la nouvelle catégorie 11 de pélagiques au frais débarquant obligatoirement à Nouadhibou est en harmonie avec les orientations stratégiques du secteur visant à booster la création de valeur ajoutée locale
- L'amélioration de l'emploi des marins mauritaniens embarqués

Contribution à l'industrie halieutique, la Côte d'Ivoire

Shep Helguilè, Directeur des pêches, Côte d'Ivoire



L'Accord de Partenariat de Pêche (APP) entre la Côte d'Ivoire et la Communauté Européenne contribue de façon marginale à l'approvisionnement en matières premières (thon) des conserveries ivoiriennes. En effet, l'ensemble des captures réalisées par les navires communautaires dans la ZEE de Côte d'Ivoire représentent moins de 10% des produits actuellement transformés par les conserveries et moins de 5% des capacités réelles de l'ensemble des usines. Cependant les impacts sociaux en amont et en aval sont importants.

La contrepartie financière est exclusivement destinée au soutien de l'administration des pêches et a contribué à l'élaboration des documents de politiques : Ceux-ci ont mis l'accent sur l'actualisation de la réglementation et



la surveillance de la ZEE à travers le renforcement de la collaboration avec la Marine Nationale et l'installation en cours, du Centre de Surveillance des Pêches.

Perspectives d'amélioration de la contribution des APPD au processus de développement du secteur halieutique des pays côtiers

Aboubacar Sidibe, AU-IBAR, Union Africaine



L'APPD est un Accord international signé entre l'Union Européenne (UE) et le Pays Tiers en 2015 et qui permet aux bateaux de l'UE de pêcher les ressources excédentaires au sein de la ZEE du pays partenaire dans un environnement réglementé. Cet

Accord concerne les stocks de thon dans leur migration le long des côtes africaines et de l'océan Indien, et les stocks d'autres variétés de poissons (accords mixtes) au sein de la zone économique exclusive du pays partenaire. L'APPD permet à l'UE de verser aux pays partenaires une contribution financière composée de deux éléments : (i) paiement de droits d'accès à la ZEE et (ii) soutien financier « Sectoriel ». Ce soutien sectoriel vise à favoriser le développement de la pêche durable dans les pays partenaires en renforçant leurs capacités scientifiques et administratives pour la gestion durable des pêcheries et les activités de suivi, de contrôle et de surveillance.

Malgré les efforts passés et en cours, les pays côtiers Africains sont toujours confrontés à certains défis qui sont entre autres: le manque de connaissances sur les ressources Halieutiques, la faiblesse des systèmes de suivi contrôle et surveillance des Pêches, la faiblesse des systèmes de gestion des stocks partagés, la dégradation continue de l'environnement marin côtier et la faible capacité humaine, technique et institutionnelle dans la plupart des pays de la zone COMHAFAT. Toutefois, le contexte actuel est favorable pour améliorer cette situation, notamment la volonté politique des États Africains pour réformer leur politique sectorielle par l'adoption du Cadre Politique et de Stratégie de Réforme de la Pêche et de l'Aquaculture en Afrique avec la forte volonté des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) de les supporter dans ce processus

avec l'implication de toutes les parties prenantes du secteur des pêches en Afrique.

Dans ce cadre les APPD pourront contribuer considérablement à ce processus de réforme pour un développement intégré du secteur. Les actions de soutien identifiées dans ce partenariat sont très compatibles avec la performance recherchée dans le secteur halieutique au niveau des pays tiers africains : (i) amélioration des Connaissances Scientifiques sur lesquelles s'appuient les accords pour fixer les possibilités de pêche (surplus), (ii) renforcement de la Gouvernance, en incluant une clause sur la protection des Droits Humains, et (iii) Promotion de la Pêche Durable dans les eaux des pays partenaires, en le soumettant à un suivi régulier.

Ainsi pour l'amélioration de la contribution des APPD dans la zone COMHAFAT, il est crucial de renforcer et/ou mettre en place des Systèmes d'Information Halieutique (SIH) "nationaux indépendants" plus adaptés aux réalités du contexte ; de renforcer les capacités techniques et scientifiques pour l'estimation du surplus de production (excédentaire), promouvoir la Gouvernance participative et inclusive des Pêcheries sur la base de transparence et de redevabilité.

Les effets de l'appui sectoriel sur la recherche, le cas du Maroc

Abdelmalek Faraj, INRH, Maroc



Le financement que reçoit l'INRH dans le cadre de l'appui sectoriel de l'APPD avec l'UE représente 15% de son budget annuel. Globalement, environ un quart du montant de l'appui sectoriel (14M€) est destiné à la recherche,

les autres postes budgétaires étant les infrastructures, la formation et divers. Dans le cadre du support aux

activités de recherche, il convient de noter plusieurs projets structurants comme le laboratoire aquacole et la ferme aquacole de Dakhla pour le développement de l'aquaculture, les campagnes de prospections scientifiques, l'inventaire et l'évaluation des ressources littorales, la prospection des fonds rocheux et la mise en place de plateformes d'observation océanographiques pour le suivi des ressources et du milieu marin ainsi que l'harmonisation des systèmes d'exploitation et le renforcement du réseau de correspondants scientifiques.

Complémentarité des politiques et plus-value nationale : le cas des pêcheries thonières

Angaman Konan, Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, Côte d'Ivoire



Les produits de pêche participent depuis longtemps aux échanges commerciaux entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe. Dans les années 70, le Sénégal signait déjà des accords de pêche avec la France et l'Italie et dans les années 1980 avec la Communauté Economique Européenne (CEE) avec des possibilités de pêche offertes à l'Espagne. La convention des Nations Unies sur les Droits de la mer de 1982 consacre et encadre les rapports entre les Etats en matière de coopération halieutique en précisant que les accords de pêche doivent porter sur les excédents de stock disponible que ne peuvent exploiter le pays côtier, mettant ainsi fin à l'exploitation parfois incontrôlée dans les zones économiques exclusives des Etats côtiers portés désormais à 200 nautiques. L'Union européenne a continué de maintenir sa flottille de pêche notamment thonière en systématisant sa coopération halieutique à travers les accords de pêche



devenus accords de partenariat pour une pêche durable (APPD) depuis Lomé 4. Ces accords répondent aux besoins de son marché interne et reste cohérents avec sa politique commune des pêches.

Ainsi, la nouvelle génération des APPD l'engage à se préoccuper de la durabilité des pêches et des questions de droit de l'homme dans les Etats partenaires signataires pendant que les Etats côtiers eux sont confrontés à des questions de pauvreté, de gouvernance des pêches, de faiblesse du système de suivi, contrôle et de surveillance des pêches et de création de plus-value. La prise en compte dans les APPD des actions ciblées (appui au département des pêches, à la recherche scientifique, à la formation, à la surveillance des pêches, prise en compte de la pêche artisanale, etc.) en a fait un instrument de développement complémentaire des politiques nationales. Par ailleurs, les activités de la flottille thonière européenne dans les ports des Etats partenaires (transbordement, débarquement d'une partie de capture, avitaillement, etc.) crée une dynamique économique qui soutient l'économie halieutique locale.



La sécurité alimentaire des communautés d'Afrique de l'ouest : Cas des ressources pélagiques

Gaoussou Gueye, CAOPA, Sénégal



Les petits pélagiques sont des ressources essentielles à la sécurité alimentaire en Afrique de l'ouest, elles sont les espèces les plus consommées. En termes de création d'emplois, la pêche artisanale est l'un des principaux fournisseurs du continent africain. En exemple, au Sénégal et en Mauritanie, selon une étude, en

2015, de DG Développement, la filière transformation des petits pélagiques a créé successivement dans ces pays, 50 000 et 1000 emplois. Et les Femmes se trouvent au centre des activités de cette filière. Elles sont présentes à toutes les étapes: Préfinancement et préparation des campagnes de pêche ; réception du poisson ; transformation ; commercialisation. Leur enjeu principal est d'assurer l'approvisionnement pour la sécurité alimentaire des populations mais elles ont d'énormes difficultés pour accéder à ces petits pélagiques, liées à la surexploitation de la ressource et à la concurrence des entreprises de farine de poissons. C'est pourquoi la CAOPA avait organisé un side event au COFI 2012 pour demander, entre autres, à la FAO, une meilleure étude des impacts de l'exploitation des petits pélagiques sur la sécurité alimentaire, de soutenir une aquaculture basée sur des espèces qui ne demandent pas une nourriture basée sur une exploitation non durable des stocks de petits pélagiques. Mais pour une cohérence des Politiques Européennes menées en Afrique de l'ouest, les enjeux doivent porter sur les Accords de Pêche (accès de la ressource et l'appui sectoriel).

A l'égard des recommandations de l'Etude DG Développement sur les petits pélagiques en Afrique de l'Ouest, il faut entre autres le renforcement du cadre international de gouvernance des pêches (Via COPACE, CSRP...) ; la réduction des pertes post capture ; le soutien des filières de transformation locale à destination de la consommation humaine. Ainsi, les politiques européennes devraient contribuer à mettre en œuvre ces recommandations pour une approche cohérente en faveur du développement durable et de la sécurité alimentaire.

La contribution des chalutiers pélagiques de l'UE à la sécurité alimentaire

Gerard van Balsfoort, PFA, UE



Après une brève introduction sur l'Association chalutier pélagique, la présentation porte sur la pertinence des pêcheries pélagiques dans l'Atlantique du nord-est et en Afrique de l'ouest par des navires européens pour la sécurité alimentaire en Afrique.

Il pose également les deux questions suivantes :

- Pourquoi la gouvernance et la gestion des pêches doivent-elles être efficaces pour maximiser les extrants (N E Atlantique par exemple) ?
- Comment les flottes européennes peuvent-elles contribuer activement à l'amélioration de la collecte de données, la collaboration industrie-science et la gestion de la pêche efficace ?

Cohérence des politiques dans les secteurs halieutiques en Afrique de l'Ouest

Papa Gora Ndaye, REPAO, Afrique de l'Ouest



Dans les perspectives d'un suivi plus formalisé de la cohérence des politiques, le REPAO a prévu de :

- Créer un modèle d'équilibre général sur la cohérence des politiques dans les secteurs halieutiques avec des données endogènes (essentiellement composées par des indicateurs de la pêche) et des données exogènes composées par des indicateurs issus des autres niveaux de cohérence ;
- Renforcer le mécanisme de suivi de la cohérence avec un renseignement continu des indicateurs et la publication annuelle d'un rapport sur l'état des lieux de la cohérence ;
- Susciter l'engagement des acteurs et appuyer leur mise en réseau pour favoriser leur participation effective à la formulation et à la mise en œuvre des politiques des pêches aux niveaux national et régional.

L'utilisation d'un cadre d'analyse de la cohérence des politiques dans le domaine de la pêche est une approche novatrice car jamais en Afrique de l'Ouest les politiques publiques de pêche n'ont été analysées et mises en perspective sous l'angle de la cohérence. Par ailleurs, une bataille est remportée avec l'inscription sur l'agenda de la CEDEAO de la cohérence des politiques de pêche en Afrique de l'ouest. Ce dispositif permettrait d'approfondir et d'élargir la participation des acteurs dans la conception, le suivi, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de



développement en matière de pêche.

Présentation de l'initiative mondiale pour une plus grande transparence et équité dans la pêche

Andréa Durighello, FITI



La pêche constitue une source essentielle d'emplois, de protéines et de commerce pour les communautés côtières du monde entier. Pourtant, il est bien établi que dans de nombreuses parties du monde, les stocks halieutiques sont menacés par la surpêche, la dégradation des écosystèmes marins et le changement climatique. Dans son rapport de 2010 sur la Situation Mondiale des Pêches, la FAO identifiait le manque de transparence comme contribuant à toutes ces tendances inquiétantes. En effet, le manque d'informations publiquement accessibles et/ou considérées comme étant fiables sur la gestion et l'exploitation des ressources maritimes reste un obstacle majeur à une prise de décision éclairée qui permettrait d'appuyer un développement et une utilisation durables des écosystèmes et des ressources alimentaires. Le manque de transparence dans le secteur empêche également de contrôler qui a accès à la ressource, quelles sont les conditions

d'accès à cette ressource et quel prix est payé en contrepartie, ouvrant ainsi la voie à la surcapacité de pêche, à la corruption et à des niveaux élevés de pêche INN. C'est ce constat qui est à l'origine de nombreux efforts internationaux qui visent à réformer le secteur des pêches en cherchant à améliorer l'accès à l'information. On compte entre autres:

- Le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO
- Les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale de la FAO ;

- Les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté de la FAO ;
- Les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté de la FAO ;
- La stratégie de réforme de la pêche et de l'aquaculture en Afrique de l'Union Africaine de 2014 ;
- La politique commune de la pêche de l'Union Européenne.

Bien que la transparence ait été reconnue dans tant de processus régionaux et internationaux, le progrès pour remédier à l'opacité dans le secteur de la pêche reste limité et inconsistant. Ceci est en partie dû au fait qu'il n'existe pas de consensus global en ce qui concerne les informations précises que les gouvernements et le secteur de la pêche devraient rendre publiques, ni en ce qui concerne comment ces informations devraient être publiées. D'importants accords et directives évoquent des réformes dans le sens de la transparence en termes généraux sans toutefois en spécifier les détails. L'Initiative pour la Transparence dans le Secteur de la Pêche (la Fisheries Transparency Initiative - la FiTI-) a été établie pour appuyer de telles réformes. La FiTI cherche à rendre la pêche plus responsable et plus durable par le biais de la transparence et de la participation. Pour atteindre cela, la FiTI produira des informations accessibles publiquement, fiables et généralement acceptées sous la forme de rapports nationaux réguliers. Ces rapports seront établis grâce à un processus consultatif incluant tous les groupes de parties prenantes. La vision de l'approche de la FiTI est de fournir des informations fiables et d'établir un environnement multipartite basé sur la confiance qui soit propice à une action collective en faveur d'une meilleure gouvernance du secteur de la pêche.



Discussions

Les présentations ont confirmé l'adhésion des participants aux besoins de renforcement des capacités de la recherche halieutique nationale, d'évaluation des APPD, de renforcement du poids politique des Etats tiers par rapport aux organisations d'intégration économique et de l'importance des petits pélagiques dans les écosystèmes et pour la sécurité alimentaire. Prenant en compte la sur-exploitation de la majorité des stocks, il a été suggéré de développer l'aquaculture. Cependant, les investissements lourds et les délais de réalisation assez longs avant d'obtenir des résultats probants ont été soulignés.

Les participants ont également échangé sur les améliorations nécessaires à la cohérence et la complémentarité entre les APPD et les autres politiques de développement de l'Union européenne. De même, ils ont échangé sur le renforcement de la cohérence entre les APPD et les politiques de développement durable, de la bonne gouvernance et de protection de l'environnement des Etats côtiers.

Le besoin de veiller à la cohérence des politiques publiques de pêche aux niveaux internationaux, régionaux, supranationaux et nationaux a été exprimé. Il a, à cet égard, été relevé l'importance d'impliquer toutes les parties prenantes y compris la coopération régionale, internationale dans la gouvernance des pêches y compris dans la conception, le suivi et la mise en œuvre de l'évaluation des politiques de développement.

Lors des discussions, il a été demandé qu'un certain nombre de points particuliers soient considérés dans les recommandations de l'atelier :

- La prise en compte dans les négociations et la mise en œuvre des APPD de (i) la Résolution de la 103ème Session du Conseil des Ministres ACP tenue à Dakar les 26 et 27 avril 2016 ; (ii) l'Agenda 2030 sur le Développement durable des Nations Unies adoptées en 2015 par l'AGNU ; le Cadre Politique et Stratégie de Réformes de la Pêche de l'Union Africaine ;

- Le renforcement du partenariat entre l'UE et les pays côtiers dans une perspective bénéfique aux deux Parties (renforcement des capacités en gestion/mise en œuvre des APPD des administrations nationales et des autres acteurs, y compris le renforcement de la filière locale par le débarquement et traitement local des captures et approvisionnement des marchés et industries locaux ; le renforcement des capacités scientifiques, techniques et administratives des acteurs des pays tiers) ;
- Le regard de l'UE sur la gestion de la contrepartie financière des APPD afin de s'assurer qu'elle est effectivement utilisée pour le secteur de la pêche ;
- L'évaluation régulière des APPD et des autres accords de pêche ;
- La prise en compte dans les APPD de l'importance des

petits pélagiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des pays tiers ;

- La promotion de l'Aquaculture comme palliatif à la raréfaction des ressources halieutiques ;
- L'inscription des APPD dans un cadre de gouvernance régionale intégrée (renforcement de la coopération avec les organisations régionales de pêche et les organisations d'intégrations économiques) ;
- L'harmonisation des conditions d'accès aux ressources halieutiques des États côtiers pour les pêcheries de thons, de petits pélagiques et d'espèces démersales ;
- Le renforcement de la gouvernance régionale cohérente par la mise en place de dispositifs de gestion pour promouvoir une gestion commune des stocks partagés et chevauchants, et des espèces de grands migrants.





Séance 3
Le rôle des
APPD comme
vecteur de bonne
gouvernance

SÉANCE 3, LE RÔLE DES APPD COMME VECTEUR DE BONNE GOUVERNANCE

(PRÉSIDENT : ALEXANDRE RODRIGUEZ)

Les APPD et la promotion de la bonne gouvernance, le point de vue des institutions

Rafael Centenera, Directeur général, Gestion internationale des pêches et des ORGP, Espagne



La nouvelle politique commune de la pêche a permis d'améliorer les accords de partenariat avec les pays africains (règlement (UE) no 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 sur la politique commune de la pêche ; TITRE II ; Accords de partenariat de pêche durable ; Article 31). Ce nouveau règlement, en conjonction avec les règles internationales comme la convention UNCLOS, a changé le cadre de nos relations avec les pays africains côtiers, les rendant plus équitables et bénéfiques pour les deux parties.

Les accords de pêche peuvent aider à l'amélioration de la gouvernance des pêches dans les pays tiers de bien des façons et plus spécialement en : améliorant les capacités

de recherche des instituts scientifiques ; aidant à la détermination du surplus ; développant la surveillance, les capacités de contrôle et de surveillance ; améliorant la lutte contre la pêche INN ; encourageant le renforcement des capacités permettant d'arriver à l'élaboration d'une politique de pêche durable du pays tiers ; obtenant des fonds de l'UE et des droits d'accès des flottes ; augmentant le secteur de la transformation et l'activité dans les ports de débarquement de la flotte de l'UE ; améliorant les capacités des marins embarqués sur la flotte de l'UE.

Les APPD et la promotion de la bonne gouvernance, le point de vue des armateurs français

Michel Goujon, Orthongel, France



Pour la flottille française, les accords de pêche sont indispensables pour conduire leur activité de pêche. Nous privilégions les accords de partenariat pour une pêche durable (APPD) qui sont à nos yeux les plus complets, transparents et équitables du fait de nombreuses dispositions visant à sécuriser l'accès des navires aux ZEE, garantir une exploitation durable et un suivi de l'activité des navires, à préserver les intérêts des pays côtiers et renforcer le bénéfice pour les pays côtiers et à garantir pour le contribuable européen une bonne utilisation des fonds de l'UE.

Des progrès sont encore possibles afin d'une part, de faciliter la mise en œuvre des APPD, par exemple par une approche régionale en ce qui concerne l'embarquement des marins ou des observateurs, l'inspection des navires, et, d'autre part, réduire les coûts redondants pour les armements, simplifier et accélérer les procédures de renouvellement des licences, améliorer l'approvisionnement des marchés



locaux et élargir encore plus la forte transparence des APPD actuels.

Enfin, la flottille française est fortement attachée à ce que les APPD gardent leur caractère équitable que ce soit en ce qui concerne les relations entre opérateurs et pays côtiers mais aussi vis à vis des flottes concurrentes.

Des accords équitables et transparents : des outils fondamentaux pour l'amélioration de la gouvernance des océans

Julio Morón, OPAGAC, Espagne



Dans l'océan Atlantique, environ 35 à 40 % des captures totales de thon sont obtenues dans les ZEE des pays riverains, tous membres de COMHFAT. Une bonne gouvernance des océans exige des accords de pêche équitables et transparents comme outil

fondamental pour l'utilisation durable des ressources thonières dans l'océan Atlantique. La flotte des thoniers de l'UE est couverte par les accords de partenariat pour une pêche durable (APPD) qui constituent une référence mondiale pour la transparence et la durabilité. La flotte associée (c'est-à-dire les navires battant pavillon de pays hors UE mais contrôlés par les investissements de l'UE dans les pays côtiers) est également couverte par des accords de pêche avec des pays côtiers qui respectent les principes de l'Initiative pour la transparence dans la pêche thonière (ITT), à savoir : le paiement direct à la trésorerie nationale du pays côtier de la redevance ; l'établissement du texte de l'accord de pêche comprenant toutes les conditions associées à la licence et conforme à la législation nationale en vigueur ; et l'obtention de

licences de pêche dont la validité est endossée par l'État côtier.

Les APPD et la promotion de la bonne gouvernance, le point de vue du WWF

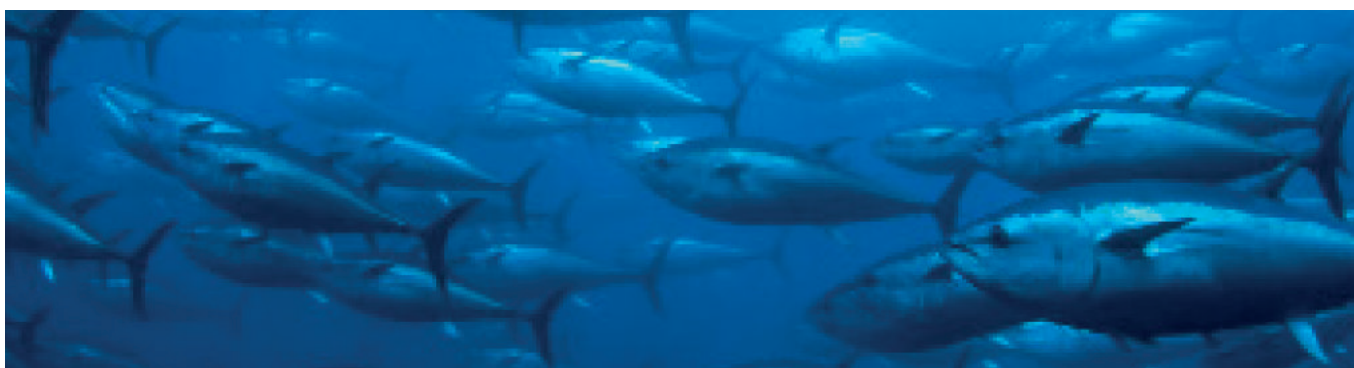
Raúl García, WWF, Espagne



La Nouvelle Dimension extérieure de la politique commune de la pêche de l'UE a été construite par un ensemble de parties prenantes et un consensus politique. Cela se reflète par exemple dans les conseils élaborés par LDAC qui est composée de toutes les

parties prenantes. Les principes comme la transparence, la responsabilité et la participation s'appliquent non seulement dans Union européenne mais aussi à l'échelle internationale. Nous devons dès lors nous assurer de la cohérence entre les différentes politiques de l'UE et être plus stratégique quant à la mise en œuvre de la dimension externe de la PCP, notamment par l'intermédiaire des APPD. Il convient de plus de travailler avec les ORGP. Dans ce contexte, l'UE se doit d'améliorer la coordination et la coopération avec les États membres de la COMFAHAT, non seulement au sujet des conditions d'accès ou des APPD, mais aussi au niveau de la CICTA afin d'assurer un engagement plus large sur les mesures de conservation des pêches gérées à l'échelle internationale.

Le WWF et les autres ONGs travaillent ensemble pour assurer la pleine mise en œuvre de la PCP, y compris les mécanismes relatifs à la pêche INN, le contrôle des autorisations et des mesures de régulations afin d'améliorer la gouvernance à l'échelle de l'UE et plus globalement. On considère ces outils comme les plus performants au



monde. En parallèle, les consommateurs européens et les associations (transformateurs et commerçants) sont de plus en plus sensibles à la durabilité, les conditions de travail et la traçabilité. De telles conditions et standards sont souvent difficiles à satisfaire pour de nombreux pays ouest-africains côtiers. Il existe toutefois des exemples de pays exportateurs qui ont renforcé leur gouvernance et MCS et qui en tirent des avantages.

On accueille l'engagement et les efforts de la COMHAFAT de travailler ensemble avec l'UE et les autres partenaires afin d'améliorer la gouvernance des pêches. De tels efforts doivent être déployés vers les pêcheries artisanales qui doivent être gérées correctement dans le cadre de plans nationaux. La durabilité est critique en termes de sécurité alimentaire et d'avenir des communautés de pêche. L'aide au développement de l'UE et l'apport sectoriel des APPD peuvent être très utiles pour améliorer la gestion des pêches, les programmes de collecte des données par les communautés, les évaluations des pêcheries pauvres en données. Cela permet également d'encourager les communautés de pêche et la participation de la société civile et l'utilisation des connaissances traditionnelles, par notamment la mise en œuvre de processus de cogestion, traditionnellement en place auparavant dans les pêcheries africaines.

Les APPD et la promotion de la bonne gouvernance, le point de vue de la Fondation pour la justice environnementale

Irene Vidal, Fondation pour la justice environnementale, UE



La fondation pour la justice environnementale (EJF) est une œuvre de charité enregistrée au Royaume-Uni. Elle travaille internationalement afin de protéger l'environnement et les droits humains. La fondation a œuvré depuis plusieurs années pour la bonne santé des océans et des personnes qui dépendent d'eux. Son travail se spécialise sur la protection des ressources marines, combattre la pêche INN et la promotion de la gestion durable des pêches. Avec des enquêtes en mer et

en travaillant de manière étroite avec les communautés affectées, EJF promeut la construction de la transparence et la traçabilité au sein des filières d'approvisionnement et des marchés. Avec un bureau principal à Londres, EJF dispose d'agences au Libéria, Sierra Leone, Ghana, Côte d'Ivoire, Espagne, Allemagne et Corée du sud. Son ambition est de sécuriser des pêcheries correctement gérées et durables et de la sorte la conservation de la biodiversité marine et des écosystèmes ainsi que des droits humains. Un des objectifs de l'Union européenne est l'amélioration de la gouvernance des Océans au niveau international, c'est pourquoi la dimension externe de l'UE de la politique commune de la pêche doit devenir un outil pour promouvoir la bonne gouvernance de la pêche dans le monde, non seulement en établissant des APPD, mais aussi par le biais de sa participation active dans les ORGP, une lutte engagée contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) et la gestion durable des flottes de l'UE en dehors des eaux communautaires.

La présentation de la EJF se focalise sur la manière dont les pays africains doivent tirer parti des principes de bonne gouvernance intégrée dans la politique de pêche externe de l'UE et sa cohérence avec la politique de développement de l'UE en utilisant, notamment, les bonnes pratiques et la coopération comme point de repère pour leur propre politique externe et interne de pêche et par l'établissement de systèmes de gestion des pêches robustes, transparents et responsables. L'attention de EJF portera sur l'un des principaux piliers de la bonne gouvernance, un système de suivi contrôle et surveillance (SCS) qui, avec d'autres éléments, aidera à maximiser les revenus de la pêche pour le pays, protéger les ressources halieutiques et les écosystèmes ainsi que les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des communautés locales.



Les APPD et la promotion de la bonne gouvernance, le point de vue "Mauritanie 2000"

Nedwa Nech, Mauritanie 2000, Mauritanie



La Mauritanie a une longue expérience de partenariat avec l'Union européenne qui date de plus de trente ans. L'apport financier de ces accords a contribué de façon très significative au budget de l'État et au développement économique du pays. Mais mal-

gré cet important apport financier, l'impact direct sur le développement du secteur tel que les ports, les infrastructures de débarquement, la chaîne de froid et les infrastructures de transformation et de valorisation n'est pas très significatif. Il y a pourtant eu un appui à la rénovation de quelques infrastructures, notamment le port artisanal de Nouadhibou et le marché de poisson de Nouakchott.

Pour ce qui concerne la sécurité alimentaire, les circuits de commercialisation courts et peu développés, faute d'infrastructure routière, de chaîne de froid et de transport adapté. Le choix récent pour la valorisation des petits pélagiques a porté sur la fabrication de farine de poisson. Cela engendre toutefois des effets négatifs sur la sécurité alimentaire au niveau du pays et de la région car ce mode de transformation se fait à partir de produits qui sont les plus consommés dans la région ouest-africaine.

Les organisations de production et les organismes de la société civile sont peu associés aux négociations des accords. On peut noter aussi une prédominance des acteurs de la pêche industrielle au détriment de ceux de la pêche artisanale au niveau des sphères de concertation et

de prise de décision. Toutefois, plusieurs avancées peuvent être mises en avant. Cela concerne tout d'abord la prise de conscience des OSC et OP pour renforcer la concertation entre les différents acteurs du secteur, ainsi ils sont plus présents au niveau du réseautage national, régional et international pour plaider pour plus de transparence dans la pêche en Mauritanie, qui a été le moteur de l'engagement de la Mauritanie à étendre la transparence à la pêche maritime lancé le 19 Janvier 2015.

Au niveau de l'APPD 2015-2019, les principaux enjeux de gouvernance et de durabilité ont été proclamés, tel que la publication des accords et la participation des acteurs aux négociations. Au niveau social et de la sécurité alimentaire, on peut noter l'augmentation du nombre de marins nationaux sur les embarcations ainsi que les 2% qui sont alloués au gouvernement pour participer à la sécurité alimentaire au niveau des lieux reculés de la Mauritanie. En guise de conclusion, il convient de noter des résultats importants au niveau du « soft », tel que la réalisation de stratégies, notamment pour la recherche scientifique, d'un cadre d'investissement, de plans d'aménagement de pêcheries, tel que pour le poulpe, la crevette, le mullet. En revanche, de faibles résultats au niveau du « hard », tel que les infrastructures de débarquement, de froid et de transport sont à noter.

Les APPD et la promotion de la bonne gouvernance, le point de vue la Fédération européenne des syndicats des travailleurs de la mer

Juan Manuel Trujillo Castillo, Fédération européenne des syndicats des travailleurs de la mer, Espagne



La convention de l'organisation mondiale du travail (OIT) de 2007 relative au travail des pêcheurs (no.188) vise à s'assurer que tous les travailleurs de la mer exercent leur métier dans des conditions de travail et de vie décentes. En 2012, un accord a été conclu avec Europêche/COGECA afin que la convention OIT soit transposée dans le cadre juridique de l'UE. Les APPD doivent inclure les clauses sociales



suivantes : la déclaration de l'OIT de 1998 relative aux principes fondamentaux et des droits au travail ; les conditions d'emploi y compris de rémunération ; les conditions de vie et de travail à bord ; la délivrance d'une copie du contrat de travail à chaque marin ; la délivrance d'une feuille de paie ; les clauses sociales de l'État du pavillon ; le droit de visites de représentants de syndicats quand le navire est à quai.

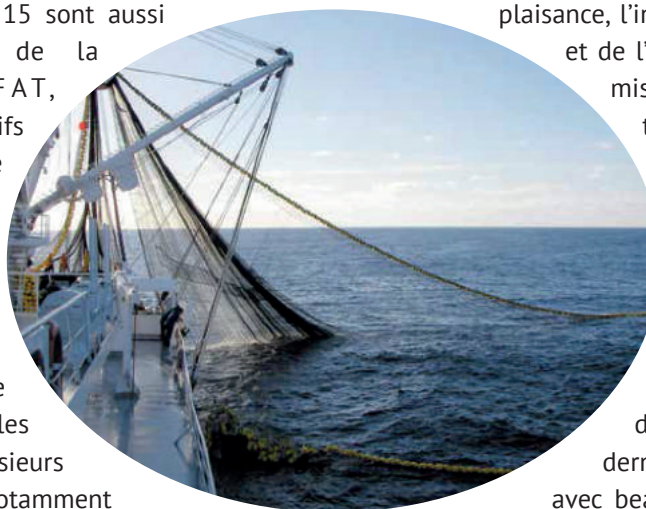
Le rôle des APPD dans le renforcement de la coopération régionale, l'exemple de la CICTA

M'Hamed Idrissi, CICTA, Espagne



L'exposé commence par une présentation générale de la CICTA, ses 50 Parties Contractantes (CPCs) parmi lesquelles 15 sont aussi membres de la COMHAFAT, les objectifs

et le champ des mesures de gestion et de conservation entreprises au sein de sa zone de Convention qui couvre tout l'océan Atlantique et ses mers adjacentes. Elle passe ensuite en revue l'étroite coopération entre la CICTA et les autres ORGP thonières sur plusieurs questions d'intérêt commun, notamment les listes CLAV et INDNR (IUU), le processus de Kobe, etc. Le processus de modernisation dont la CICTA fait l'objet en continu, en se basant sur les revues de ses performances menées par des tiers suivant les décisions de l'Assemblée Générale de l'ONU, est présenté aussi. En termes de réglementation, les deux dernières décennies constituent la période durant laquelle la CICTA a adopté plusieurs mesures contraignantes relatives à la surcapacité de pêche et la lutte contre la pêche INDNR, avec une attention particulière pour des stocks comme ceux du thon rouge, des thons tropicaux, de l'espadon ainsi que d'autres espèces de thonidés et espèces apparentées. Ces réglementations visent également à ce que les exigences



en matière de soumission de données par toutes les CPCs soient accomplies, et que le SCRS dispose de statistiques nécessaires pour mener à bien ses travaux d'évaluation de stocks à même de pouvoir fournir les avis scientifiques à la Commission, et aussi le besoin d'assurer la transparence entre les CPCs par le respect notamment des conditions d'accès aux eaux sous juridiction, y inclus celles des Parties non-contractantes (NPC). La Recommandation par la CICTA sur les Accords d'Accès [Rec. 11-06], établissant la communication et les autres exigences relatives aux accords d'accès, telle qu'amendée par la Rec. 14-07, a fait l'objet d'une présentation détaillée par Mr. Idrissi compte tenu de son importance pour cet atelier COMHAFAT sur les Accords de Partenariats de Pêche Durable (APPD).

Il se poursuit par la présentation de l'évolution de l'énorme travail mené par la CICTA pour la lutte contre la pêche INDNR par le biais notamment du renforcement d'une réglementation visant l'élimination des pavillons de complaisance, l'interdiction de l'usage aux ports

et de l'accès aux marchés des CPCs, la mise en place de schémas d'inspection conjointe, et ce, pour que les activités INDNR ne soient plus lucratives pour les malfaiteurs. Les résultats obtenus ont été jugés satisfaisants à la lumière de l'importante chute du nombre de navires INDNR en 2004 ; cependant la légère augmentation des dernières années devrait être prise avec beaucoup d'attention. Il a rappelé

que la liste des mesures de contrôle et de surveillance (MCS) adoptées par la CICTA comprend, en plus du registre général de navires et des registres spécifiques aux espèces, l'établissement d'une liste INDNR qui est régulièrement vérifiée et croisée avec les autres ORGP thonières ; cela étant renforcé par les inspections aux ports, les mécanismes de traçabilité des captures (documents statistiques et document électronique de capture), la surveillance au moyen du VMS, les programmes d'observateurs régionaux -ROP- (thon rouge et transbordement), ainsi que des inspections en mer à bord des navires. LA CICTA a toujours soutenu l'établissement du Registre Global de la FAO et les politiques internationales visant le

renforcement des pratiques MCS. Pour soutenir les efforts menés pour la protection d'espèces marines menacées, la CICTA a adopté plusieurs mesures concernant les requins et l'atténuation des by-catch sur les cétacés, les tortues et les oiseaux de mer.

Il se conclut en mettant l'accent sur l'intérêt pour les 22 États africains riverains de l'océan Atlantique, membres de la COMHAFAT, d'être de plus en plus actifs au sein des ORGP (ICCAT et autres), encore mieux en tant que membres. À la fin, une brève présentation, en guise d'annonce, est donnée sur le Programme de la CICTA de Marquage des Thonidés Tropicaux dans l'océan Atlantique (AOTTP) qui est en cours de mise en œuvre par le Secrétariat de la CICTA. La 1^{re} année, les activités de marquage sont prévues débuter à partir de la mi-juin 2016. La CICTA sollicite, à cet égard, l'appui des Membres de la COMHAFAT afin d'accorder l'autorisation d'accès à leurs ZEE au navire de pêche affrété par le Consortium contracté pour exécuter ce programme.

Discussions

Les discussions ont porté sur plusieurs points dont la nécessité de renforcer la transparence et la participation des organisations de la société civile dans les négociations des Accords de pêche. Dans le régime des Accords de Partenariat de Pêche Durable (APPD), il convient d'introduire des clauses sociales afin que les conditions de travail des gens de la pêche dans les pays côtiers soient identiques à celles des marins pêcheurs européens. Même s'il a été rappelé que l'APPD n'a pas pour rôle d'améliorer les conditions de vies des populations locales dans les pays côtiers. Cependant, il est clair que l'APPD peut jouer un rôle dans le renforcement de la coopération régionale, surtout entre les instances régionales de pêche en matière d'accès aux ressources. Afin que l'APPD soit un partenariat gagnant-gagnant, les priorités en termes d'appui sectoriel doivent être clairement définies. Dans cette lancée, la recherche, et la gestion des stocks doivent être priorisées de même que l'appui donné à la pêche artisanale.







***Séance 4
Vers une harmonisation
des conditions d'accès aux
ressources halieutiques***

SÉANCE 4, VERS UNE HARMONISATION DES CONDITIONS D'ACCÈS AUX RESSOURCES HALIEUTIQUES (PRÉSIDENT : SAMUEL QUAATEY)

Mode opératoire du Gabon vis-à-vis de l'harmonisation des conditions d'accès

Gwladys Annick Ntsame Biyoghe, directrice générale adjointe des pêches et de l'aquaculture, Gabon



Dans le cadre de l'exploitation rationnelle des ressources halieutiques dans ses eaux territoriales, le Gabon a signé avec l'Union Européenne un accord de partenariat de pêche basé uniquement sur l'exploitation du thon. Les logiques appliquées à l'accès des

flottes thonières sont consignées dans le protocole d'accord dont la durée est variable. Il s'agit essentiellement :

- de la définition de la zone de pêche ;
- des conditions d'obtention du droit d'accès à la ressource ;
- des modalités du paiement du droit d'accès ;
- de la mise en place d'un système de suivi via un programme d'embarquement d'observateurs à bord ;
- du contrôle des mouvements des flottes qui doivent signaler leur entrée et sortie de la ZEE du Gabon.

Le protocole en vigueur prévoit des possibilités pour l'UE de pêcher le thon et d'autres espèces hautement migratoires pour 27 thoniers senneurs et 8 canneurs, basés sur un tonnage de référence de 20 000 tonnes. Signé en 2013 pour une durée de 3 ans, il prend fin le 23 juillet 2016. La gestion du protocole actuel est caractérisé par :

- la mise en œuvre des mécanismes prévus en matière de suivi, contrôle et surveillance des activités et notamment ceux relatifs à l'embarquement des observateurs gabonais à bord (premiers embarquements en mai 2016),

- la participation de scientifiques gabonais au décompte des captures, le renforcement du dispositif de suivi des activités (VMS, ERS, AIS, etc.) et l'amélioration des outils de concertation entre les deux parties (tenue régulière des commissions mixtes comme moyen d'amélioration de l'exécution du protocole).



Mode opératoire de Sao Tome et Principe et application de règles de transparence, João Gomes Pessoa Lima, directeur des Pêches, Sao Tomé et Principe

João Gomes Pessoa Lima, directeur des Pêches, Sao Tomé et Principe



Le cadre juridique de la pêche est surtout fait par: loi n° 9/2001-Loi de la pêche et des ressources halieutiques, qui adopte une approche de conservation pour l'exploitation et la gestion des ressources halieutiques ; loi n° 13/2007 - Loi de sécurité maritime et de la prévention contre la pollution de la mer ; Décret-loi n° 28/2012 - Règlement général sur l'exercice des activités de pêche et les ressources halieutiques dans STP Il précise également l'obligation et les dispositions requises

pour l'obtention et l'utilisation d'une licence pour les navires de pêche commerciale et scientifique; Décret-loi n° 12/2000 - Règles sanitaires pour l'exportation de produits de la pêche vers les marchés européens.

Tous les accords de pêche ou autres accords similaires conclus entre le Gouvernement de la République de Sao Tomé-et-Principe et l'autre État ou une organisation économique qui a pour mandat de négocier ces accords au nom de ses États membres, d'une association ou tout autre organisme représentant des armateurs ou affrêteurs de navires étrangers, donnant des droits de pêche dans les eaux sous juridiction nationale pour les navires de ces États, organisations, associations ou d'autres groupes devraient être intégralement publiés un mois après sa signature dans le journal officielle de la République.

La liste des accords de pêche ou des accords similaires, des navires autorisés à pêcher ou de mener des activités liées à la pêche dans les eaux sous juridiction nationale, les navires sous pavillon national autorisés à pêcher ou de mener des activités liées à la pêche en dehors des eaux sous juridiction nationale, et tous les revenus connexes seront régulièrement mis à jour et publiées à la fin de chaque semestre au Journal officiel ou dans un site Internet du gouvernement, ou par d'autres moyens facilement accessibles au public.

Les objectifs attendus par le gouvernement avec la publication de la loi sur l'acte de transparence sont :

- Agir en conformité avec le droit constitutionnel d'accès à l'information par les citoyens ;
- Accroître la responsabilité et réduire la corruption ;
- Améliorer le processus de prise de décision et accélère les mesures correctives ;
- Donner plus de crédibilité et de soutien aux politiques publics de l'Etat ;
- Renforce les réformes de la gestion des finances publiques.



Initiative pour la transparence dans les pêcheries thonières en matière d'harmonisation des conditions d'accès (ITT)

Javier Garat, CEPESCA, Espagne

Présentation donnée par Julio Moron (voir session 2).

Pour une harmonisation des conditions d'accès aux ressources halieutiques, éléments juridiques

Philippe Cacaud, consultant indépendant, France



Les droits des Etats côtiers pour réguler l'accès aux ressources halieutiques dans leurs zones maritimes sont définis dans la Convention sur le droit de la mer de 1982. La Commission sous régionale des pêches et le Comité des pêches pour le centre-ouest du golfe

de Guinée ont adopté des conventions pour promouvoir l'harmonisation des conditions d'accès des navires de pêche étrangers dans les ZEEs des Etats membres.

La présentation examine les principales dispositions de ces deux conventions et les compare avec les initiatives existantes dans d'autres parties du monde, notamment les conditions minimales d'accès (CMA) harmonisées de la FFA pour les navires de pêche dans l'océan Pacifique et le projet de CMAs en cours d'élaboration dans l'océan Indien par la Commission des pêches du sud-ouest de l'océan Indien. A cet égard, il est recommandé de :

- Réévaluer les CMAs existantes en Afrique de l'ouest et élaborer des protocoles dans le cadre des Conventions en vue d'établir des CMAs spécifiques ;
- Élargir le champ d'application géographique des CMAs relatives à la pêche thonière à l'ensemble des Etats membres de la CSRP, le CPCO et la COREP ;
- Élargir la portée des CMAs à d'autres domaines (ex. inspection préalable, navires d'appui, utilisation des DCPs dérivants, respect des normes BIT sur les conditions de travail à bord des navires de pêche et d'appui ;
- Prendre les CMAs comme normes de référence pour les

États côtiers et non les APPD ;

- De considérer les CMAs comme instrument de renforcement de la coopération régionale ;
- De promouvoir les CMAs comme instrument d'amélioration de la transparence et de non-discrimination entre les flottes.

Discussion autour de l'harmonisation de l'accès aux ressources halieutiques et des considérations à prendre en compte, dirigée par Anaïd Panossian

Pour la région de la CSRP, les Conditions Minimales d'Accès (CMA) doivent être réévaluées et de nouveaux protocoles élaborés. Le rôle des appuis sectoriels dans le cadre de l'APPD a fait l'objet de nombreuses discussions. Pour ce qui concerne les CMA, c'est une bonne porte d'entrée pour

amener la transparence dans la gestion des ressources halieutiques, mais il faudrait qu'elles soient accompagnées de plans d'action mis en œuvre. La COMHAFAT peut jouer un rôle pour que les plans d'actions de mise en œuvre des CMA soient effectifs. La COMHAFAT a aussi été interpellée pour appuyer les Etats à rationaliser les efforts pour gagner la bataille de la transparence, notamment en ce qui concerne les informations sur les débarquements, et les besoins de renforcement des capacités pour la collecte de données. AU/IBAR a aussi été interpellé pour renforcer les capacités des Etats dans les négociations des Accords de Pêche. Pour l'élargissement du champ d'application des CMA, sa faisabilité a soulevé beaucoup d'interrogations. Il a été aussi rappelé que la transparence exige la publication des données et des informations sur les accords de pêche privés signés par les Etats.





Séance 5 Conclusion et prochaines étapes

SÉANCE 5, CONCLUSION ET PROCHAINES ÉTAPES (PRÉSIDENT : ANGAMAN KONAN)

La dernière séance a été consacrée à l'adoption des conclusions de l'atelier et des recommandations pour l'harmonisation des conditions d'accès aux ressources halieutiques.

Recommandations de l'atelier:

- A.** Soulignant l'importance du secteur des pêches dans la croissance économique, sa contribution à la création d'emploi, à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté pour les pays de la région COMHAFAT ;
- B.** Reconnaissant l'ampleur des captures réalisées dans les eaux des pays côtiers dans le cadre d'accords de pêche revêtant plusieurs formes dont celle d'un Accord de Partenariat pour une Pêche Durable (APPD) contracté entre l'UE et un États côtier ;
- C.** Reconnaissant le caractère plus achevé des APPD vis-à-vis des autres formes de contractualisation, en matière de transparence et d'amélioration de la gouvernance dans les États côtiers, notamment par le fait qu'ils ont progressivement substitué la logique commerciale d'accès aux ressources halieutiques ("payer pour pêcher") à celle d'un partenariat, qui s'appuie sur les principes d'équité, de durabilité des ressources et de partenariat solidaire ;
- D.** Considérant les APPD comme une composante clef de la dimension extérieure de la Politique commune de pêche de l'UE et à ce titre comme un outil pouvant contribuer au développement durable des États côtiers et leurs communautés de pêcheurs ;
- E.** Reconnaissant la nécessité de disposer d'un cadre politique et législatif national cohérent afin d'intégrer les accords de pêche, sous toutes formes, dans une stratégie nationale dédiée à la pêche et de mieux en tirer parti ;
- F.** Considérant l'absence d'évaluations des impacts (ex ante and ex post) induits par les différents accords en dehors de celles réalisées par l'UE ;

G. Reconnaissant l'existence de conventions sous régionales spécifiques aux conditions minimales d'accès ;

H. Reconnaissant l'importance de la pêche domestique et notamment artisanale pour l'approvisionnement des marchés nationaux, pour l'emploi et plus globalement à la contribution à la sécurité alimentaire de la région ;

I. Convaincu que les APPD, adéquatement appliqués, peuvent constituer un outil efficace d'amélioration de la gouvernance des pêches et notamment de la transparence, du développement des capacités de recherche, de la surveillance et de la gestion nationales ;

Les participants recommandent

- 1.** L'amélioration des connaissances scientifiques des ressources halieutiques des États côtiers et des avis formulés pour l'évaluation des possibilités de pêche et l'estimation du reliquat, pour les ressources autres que thonières, qui peut faire l'objet d'un accord de pêche;
- 2.** Le renforcement de la coopération régionale scientifique par :
 - Le soutien du Réseau africain des Instituts de Recherche Halieutique et des Sciences de la Mer (RAFISMER);
 - Le renforcement de la capacité, du rôle et du fonctionnement du Comité des pêches pour le Pacifique Centre-Est (COPACE), pour un fondement plus scientifique de la gestion durable des petits pélagiques et des céphalopodes et de la nécessité de promouvoir la gestion régionale de ces stocks partagés;
 - La dynamisation des comités scientifiques conjoints pour le suivi d'exécution et d'évaluation scientifique des accords de pêche;
- 3.** La promotion de la transparence par une meilleure diffusion des informations relatives à la gestion des pêches aux organisations de la société civile et aux structures représentatives de pêche dans le processus d'élaboration et d'exécution des APPD ;

- En assurant un accès libre du grand public aux informations relatives à tous les Accords, (y compris les numéros OMI, les paiements financiers, les sanctions sur les navires et les projets réalisés dans le cadre de l'appui sectoriel de l'UE;
 - En favorisant l'intégration verticale des organisations professionnelles de la pêche des pays de la région ;
 - En réalisant des évaluations régulières des Accords et de leur impact économique, social et environnemental, en particulier de l'utilisation de l'appui sectoriel;
 - En encourageant la publication des données sur l'effort de pêche dans les eaux des États côtiers, et notamment des flottes étrangères.
- 4.** L'affectation de l'appui sectoriel des APPD au développement efficace du secteur des pêches des États côtiers et de la réalisation des actions prioritaires;
 - 5.** L'établissement d'un cadre national stratégique dans lequel le rôle des accords de pêche est clairement défini et d'instruments de politiques qui tiennent compte des conventions régionales en matière de conditions minimales d'accès ;
 - 6.** La prise en compte de l'importance stratégique des pêcheries locales pour les États côtiers, notamment celle de la pêche artisanale et de son rôle pour la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté et le développement

des communautés côtières ;

7. L'intensification de la coopération avec les Organisations régionales de pêche afin de renforcer la gouvernance régionale des ressources halieutiques et notamment par la mise en place de mécanismes de gestion commune des principales espèces (thonidés, espèces assimilés, petits pélagiques, espèces démersales, etc.) ;

8. La mise en œuvre des conventions régionales existantes relatives aux conditions minimales d'accès (octroi des licences de pêche, inspection des navires, embarquement des observateurs, immatriculation des embarcations artisanales etc.) ;

9. L'harmonisation des conditions de travail des marins en termes de revenu minimum et de conditions de vie à bord décentes dans tous les pays de la zone COMHAFAT.

10. L'harmonisation des conditions d'accès et de la gestion des données de captures des navires opérant dans le cadre de tous les accords de pêche et la mise en place de mécanismes automatiques de transmission des données de captures (AIS, ERS, e-logbook...) ;

11. L'appui de la COMHAFAT pour la mise en œuvre des conditions minimales d'accès, notamment dans le cadre de la Politique et de la Stratégie de Réforme de la Pêche et de l'Aquaculture en Afrique.







Les Annexes

ANNEXE 1 : ORDRE DU JOUR

Jour 1 : Jeudi 2 Juin 2016

OUVERTURE ET INTRODUCTION DE L'ATELIER	
08:00-09:00	Enregistrement
09:00-09:30	Ouverture Officielle
09:30-09.45	Introduction de l'atelier
LES NOUVEAUX ACCORDS DE PARTENARIAT DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE DURABLE (APPD) : ASPECTS GÉNÉRAUX	
09:45-12:45	<i>Les accords de pêche conclus par les États membres de la COMHAFAT et les nouveaux APPD :</i> - Revue de l'ensemble des accords dans les pays de la zone COMHAFAT, Pierre Failler, Université de Portsmouth - Présentation des APPD et premiers retours d'expérience : Roberto Cesari DG-MARE, Commission Européenne - L'appui sectoriel, composante déterminante des APPD pour une bonne gouvernance du secteur de la pêche des pays côtiers, Anaïd Panossian - Discussion autour du cadre de mise en œuvre des accords de pêches actuels et des perspectives offertes par les APPD
12:45-13:45	Déjeuner
ACCORDS DE PÊCHE : CONTRIBUTION AU PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR HALIEUTIQUE NATONAL, COMPLEMENTARITE ET COHÉRENCE D'ENSEMBLE	
13:45-16:00	<i>Contribution au processus de développement, quelques exemples nationaux et améliorations possibles :</i> - Contribution à la modernisation du secteur des pêches, la Mauritanie, Lamine Camara, Directeur des pêches, Mauritanie - Contribution à la modernisation du secteur des pêches, le Cabo Verde, Juvino Vieira, Directeur des pêches, Cabo Verde - Contribution à l'industrie halieutique, la Côte d'Ivoire, Shep Helguilè, Directeur des pêches, Côte d'Ivoire - Perspectives d'amélioration de la contribution des APPD au processus de développement du secteur halieutique des pays côtiers, Boubacar Sidibé, AU-IBAR - Discussion autour des améliorations possibles
16.00-16.15	Pause-café

16:15-18:00	<i>Complémentarité des politiques et cohérence d'ensemble</i> • Complémentarité des politiques et plus-value nationale : le cas des pêcheries thonières, Angaman Konan, CRO, Côte d'Ivoire • la sécurité alimentaire des communautés d'Afrique de l'ouest : le cas des ressources pélagiques, Gaoussou Gueye, CAOPA • La contribution des chalutiers pélagiques de l'UE à la sécurité alimentaire, Gerard van Balsfoort, PFA • Cohérence des politiques dans les secteurs halieutiques en Afrique de l'Ouest., Papa Gora Ndaye, REPAO • Présentation de l'initiative mondiale pour une plus grande transparence et équité dans la pêche, Andréa Durighello, FITI • Discussion axée sur les éléments importants de la complémentarité et de la cohérence, dirigée par Diénaba Beye, CSRP Synthèse et recommandations
18.00	Fin de la première journée

Jour 2 : Vendredi 3 Juin 2016

LE ROLE DES APPD COMME VECTEUR DE BONNE GOUVERNANCE Président : Alexandre Rodriguez, LDAC	
09.00-10.30	<i>Les APPD et la promotion de la bonne gouvernance, le point de vue :</i> • des institutions: • directeur général, Gestion internationale des pêches et des ORGP, Espagne, Rafael Centenera, • des armateurs : • France, Michel Goujon, Orthongel • Espagne, Julio Morón, OPAGAC • des ONG : • WWF, Raúl García • Environmental Justice Foundation, Irene Vidal • Mauritanie 2000, Nedwa Nech • Fédération européenne des syndicats des travailleurs de la mer, Juan Manuel Trujillo Castillo
10.30-11.00	Pause-café

LE ROLE DES APPD COMME VECTEUR DE BONNE GOUVERNANCE	
11.00-12.30	<i>Discussion autour des APPD et de leur interaction avec le processus de bonne gouvernance</i> - Discussion autour des facteurs clés des contributions des APPD à la bonne gouvernance des pêches en Afrique, notamment en matière de renforcement des capacités de gestion, de recherche et de suivi, contrôle et surveillance, dirigée par Abdelmalek Faraj, INRH - Discussion autour du rôle des APPD dans le renforcement de la coopération régionale à travers les instances régionales de pêche (ORGP et ORP), dirigée par M'Hamed Idrissi, CICTA Synthèse et recommandations
12.30-14.00	Déjeuner
VERS UNE HARMONISATION DES CONDITIONS D'ACCÈS AUX RESSOURCES HALIEUTIQUES Président : Samuel Quaatey, Directeur général Pêches, Ghana	
14.00-15.30	<i>Exemple de la pêche thonière : Compréhension des logiques appliquées à l'accès des flottes thonières</i> - Mode opératoire des armements français et espagnols, représentants ORTHONGEL, ANBAC, OPAGAC - Mode opératoire du Gabon, Gwladys Annick Ntsame Biyoghe, directrice générale adjointe des pêches et de l'aquaculture, Gabon - Mode opératoire de Sao Tome et Principe et application de règles de transparence, João Gomes Pessoa Lima, directeur des Pêches, Sao Tomé et Principe - Initiative pour la transparence dans les pêcheries thonières en matière d'harmonisation des conditions d'accès (ITT), Javier Garat, CEPESCA
15.30-16.00	Pause-café
16.00-17.00	<i>Pour une harmonisation des conditions d'accès aux ressources halieutiques</i> - Introduction par Philippe Cacaud - Discussion autour de l'harmonisation de l'accès aux ressources halieutiques et des considérations à prendre en compte, dirigée par Anaïd Panossian, experte indépendante Synthèse et recommandations

CONCLUSIONS ET PROCHAINES ÉTAPES	
17.00-18.00	Adoption des conclusions de l'atelier sur les priorités et les actions à entreprendre, définition des prochaines étapes et élaboration d'une feuille de route comprenant notamment des lignes directrices pour l'harmonisation des conditions d'accès aux ressources halieutiques
18.00	Fin de l'atelier



ANNEXE 2 : CONTEXTE ET OBJECTIFS

1.1. *Rappel de l'environnement contextuel*

La Convention des Nations unies sur le Droit de la Mer (CNUDM) de 1982 a officialisé la mise en place des ZEE jusqu'à la limite de 200 milles marins. L'article 62 de la convention précise que « L'État côtier détermine sa capacité d'exploitation des ressources biologiques de la zone économique exclusive. Si cette capacité d'exploitation est inférieure à l'ensemble du volume admissible des captures, il autorise d'autres États, par voie d'accords ou d'autres arrangements (...) à exploiter le reliquat du volume admissible ». Cet article confère une justification juridique aux accords de pêche.

La notion de reliquat, telle que conçue dans le texte de la CNUDM (sans pour autant avoir été définie) implique donc la connaissance du niveau d'exploitation optimal et de la capacité de pêche nationale. Par-delà les difficultés à définir le reliquat pour chaque espèce en l'absence d'évaluation scientifique et de plans d'aménagement des pêcheries pour la vaste majorité des pays ouest-africains, cette notion ne peut être appliquée, à l'échelle d'un pays, aux pêcheries de poissons pélagiques notamment les thonidés, poissons migrateurs océaniques non inféodés à une ZEE en particulier. L'article 64 leur est entièrement consacré sans pour autant préciser les modalités d'accès aux navires étrangers aux ZEE nationales. Il considère en effet que pour les ressources de poissons grands migrateurs, l'État côtier et les États de pavillon de pêche lointaine doivent coopérer, « directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales appropriées, afin d'assurer la conservation des espèces en cause et de promouvoir l'exploitation optimale de ces espèces dans l'ensemble de la région, aussi bien dans la zone économique exclusive qu'au-delà de celle-ci ». Il n'est pas clair la manière dont doit être envisagé l'accès des navires étrangers à la ZEE nationale des pays côtiers pour ce qui concerne les thonidés.

Pour les pays disposant de flottes à long rayon d'action, la mise en place des ZEE s'est traduite par des approches différentes. Pour les États membres de l'UE, depuis le traité

de La Haye en 1976, portant création d'une zone de pêche s'étendant jusqu'à 200 milles au large des côtes bordant l'Atlantique Nord et la mer du Nord, le mandat de négociation est transféré de l'État à l'autorité intergouvernementale européenne (Communauté économique européenne jusqu'en 1992, Communauté européenne jusqu'en 2009 et depuis lors Union européenne). Cette décision a amené à la conclusion d'accords signés entre la Communauté et des pays tiers définissant soit les conditions d'échanges de droits d'accès (réciprocité) dans le cas de zones ou de stocks partagés ou mitoyens soit les conditions d'achat de droits d'accès à des zones de pêche sous souveraineté d'États non membres de l'organisation supranationale européenne (ZEE de pays tiers). Les accords de pêche adopteront un nouveau cadre légal à la suite de l'entrée en vigueur de la décision du Conseil européen du 19 juillet 2004 et seront pendant 10 ans dénommés accords de partenariat dans le domaine de la pêche (APP).

La réforme de la politique commune de la pêche de 2014 a permis d'introduire la notion d'accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable (APPD). Cette réforme avait pour but d'améliorer les APP sous plusieurs aspects, notamment la quantité d'informations mises à disposition et pouvant être utilisées pour déterminer le surplus disponible dans la ZEE des pays partenaires, la promotion de la pêche durable dans les eaux de ces pays au moyen d'un appui sectoriel de l'UE mieux ciblé et soumis à un suivi régulier et l'ajout d'une clause relative aux droits de l'homme. Le principal objectif des APPD consiste à établir un cadre de gouvernance juridique, environnementale, économique et sociale pour les activités de pêche menées par les navires de pêche de l'Union dans les eaux des pays tiers, lorsque des normes similaires à celles qui s'appliquent à ces navires dans les eaux de l'Union doivent prévaloir.

1.2. *Objectifs et enjeux de l'atelier*

L'objectif principal de l'atelier est d'appréhender le rôle des APPD, nouvelle forme d'accords de pêche, comme instruments de gouvernance qui peuvent potentiellement développer le secteur des pêches des pays tiers et insuffler des standards de bonne gouvernance dans leur gestion du secteur. Ceux-ci visent à promouvoir de bonnes pratiques en matière de gouvernance tant à l'échelle des États

côtiers qu'au niveau des régions. Ils incluent des dispositions relatives à la participation des parties prenantes, la transparence en matière de décisions, de comptabilité et des dépenses de l'appui sectoriel.

Le cas de la flotte thonière sennear de l'UE sera utilisé comme modèle pouvant être transposé à d'autres types de pêcheries. Les enseignements tirés en matière de gouvernance (ouverture/transparence, responsabilité, cohérence, participation, efficacité et efficience, adaptabilité-réactivité, subsidiarité/proportionnalité) peuvent être transposés aux autres pêcheries de l'UE et celles des Etats côtiers concernés.

Le premier objectif spécifique de l'atelier est d'examiner comment les APPD peuvent favoriser l'émergence de bonnes pratiques de gouvernance halieutique dans les pays signataires de tels accords au sein de la zone COMHAFAT. Il s'agit dès lors de présenter et discuter le nouveau type d'accord de pêche que représente l'APPD au regard de sa capacité à servir de modèle ou outil pour une meilleure gouvernance des pêches et une amélioration de la capacité de gestion des flottes dans la zone COMHAFAT. Ce nouveau type d'accord a été mis en place en 2015 par l'UE en remplacement des accords de partenariat dans le secteur de la pêche (APP en vigueur depuis 2004). La discussion portera également sur la manière dont de tels accords sont compatibles avec la modernisation du secteur des pêches des pays côtiers, assurent un accès équitable aux ressources entre les flottes de l'UE et celles

des pays côtiers et contribuent plus globalement à leur développement économique et social. La cohérence d'ensemble et leur équité seront dès lors examinées.

Le second objectif spécifique de l'atelier est de préciser les éléments d'un système harmonisé des conditions d'accès aux ressources pour les flottes opérant dans la région et dans une 1ère étape pour les navires de pêche lointaine (licences, redevances, observateurs, débarquements, embarquements de marins, etc.). Un certain nombre de règles, de directives seront alors précisées et cela plus particulièrement pour les navires thoniers sennear. Les participants des pays côtiers doivent participer activement à la définition de ces directives. Les échanges de bonnes pratiques de la part des armements de navires thoniers sennear permettront de mieux définir les éléments à prendre en compte ainsi que les étapes de travail nécessaires à la mise en œuvre d'un tel système cela, afin d'atteindre une forte complémentarité entre les activités des flottilles de l'UE et de celles des pays côtiers africains.

L'enjeu est donc globalement de prendre la mesure de ce que les nouveaux accord de pêche vont apporter pour les pays côtiers et d'améliorer la gestion des flottes de pêche lointaine dans les eaux de la zone COMHAFAT en disposant à la fin de l'atelier d'un jeu de directives pour l'harmonisation des conditions d'accès (redevance, équipage, programmes des observateurs, déclaration et débarquement de captures...).





ANNEXE 3: ALLOCUTION INTRODUCTIVE

Allocution prononcée par M.A. BENABBOU, Secrétaire Exécutif de la COMHAFAT lors de la séance d'ouverture de l'atelier :

« Les accords de Partenariat pour une pêche durable et la bonne gouvernance de la pêche dans la zone COMHAFAT »

El Jadida, Maroc 2-3 juin 2016

*Monsieur le Représentant du Président de la COMHAFAT,
Monsieur le Représentant du Département des Pêches du Royaume du Maroc,
Monsieur le Représentant de l'Union Européenne,
Monsieur le Secrétaire du Conseil Consultatif pour la Pêche Lointaine,
Messieurs les Délégués des Etats membres de la COMHAFAT,
Messieurs les membres du Conseil Consultatif pour la Pêche Lointaine,
Monsieur le Président de la Fédération de la pêche maritime et de l'aquaculture (FPMA),
Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile,*

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d'être ici aujourd'hui pour ouvrir avec vous les travaux de cet atelier qui constitue la deuxième composante de l'accord de subvention conclu entre l'Union Européenne et la COMHAFAT, courant de l'année 2015.

Je saisis cette occasion pour souhaiter la bienvenue et un agréable séjour à El Jadida à tous les participants venus de différents pays, qui ont bien voulu répondre à notre invitation.

Votre présence parmi nous témoigne de l'importance du thème qui nous rassemble, à savoir les « Accords de Partenariat pour une Pêche Durable et la bonne gouvernance du secteur de la Pêche dans les pays de la zone COMHAFAT ».

Les Accords de Partenariat pour une Pêche Durable, sont l'aboutissement d'un long processus d'une économie politique des accords qui lient l'UE aux pays côtiers dont des pays africains en matière de pêche maritime, pour passer d'une logique d'accords d'accès à la ressource à une logique d'accords de partenariat pour une «pêche durable».

En effet, après avoir été longtemps commerciales, c'est-à-dire extraction contre paiement d'une contrepartie financière, les relations halieutiques entre l'UE et les pays riverains, se sont progressivement employées à accréditer l'idée selon laquelle ces relations font partie de la politique de développement européenne.

Tout en offrant l'occasion de déterminer si le passage des Accords de pêche de type classique aux Accords de nouvelle génération s'est traduit par de réels changements, cette rencontre se propose d'appréhender le rôle des APPD, dans la promotion de bonnes pratiques en matière de gouvernance et de gestion transparente et durable de la pêche tant à l'échelle des Etats signataires que de la région.

Il s'agit donc d'examiner ce nouveau type d'Accords au regard de leur capacité à servir d'instruments privilégiés qui favorisent l'émergence de bonnes pratiques de gouvernance halieutique dans les pays signataires au sein de la zone COMHAFAT, mais également en tant que leviers de leur développement inclusif.

Au terme de cet atelier, il nous appartiendra également de préciser les éléments et les étapes d'un système harmonisé des conditions d'accès aux ressources pour les flottes opérant dans la région. Cette harmonisation étant à la base d'une bonne gestion du secteur des pêches, non seulement pour les pays partenaires, mais également pour les autres Etats de la région.

Au terme de cet atelier, il nous appartiendra également de préciser les éléments et les étapes d'un système harmonisé des conditions d'accès aux ressources pour les flottes opérant dans la région. Cette harmonisation étant à la base d'une bonne gestion du secteur des pêches, non seulement pour les pays partenaires, mais également pour les autres Etats de la région.

Les APPD peuvent être fort intéressants pour des Etats désireux d'augmenter les sources de financement de leur économie, à condition que ceux-ci puissent tirer de cette participation étrangère, des bénéfices supérieurs à ceux que produisent leurs propres pêcheries.

Il nous appartient alors, de faire une série de recommandations pour que les accords de partenariat pour une « pêche durable » puissent réellement contribuer au développement économique des pays riverains, en libérant tout le potentiel de leur secteur halieutique, sans pour autant compromettre la durabilité des ressources, les possibilités d'emplois, et la sécurité alimentaire des populations locales.

Cette rencontre constitue donc une formidable opportunité pour débattre de la forme et de l'avenir de la coopération au développement de l'Union européenne avec nos Etats Membres et de s'inscrire dans une nouvelle dynamique au service d'un objectif partagé de gestion durable et de transparence des activités de la pêche.

Avant de clore mon propos, je voudrais remercier tout d'abord les partenaires de la COMHAFAT (les autorités marocaines, l'Union européenne, LDAC et l'OFCF), sans lesquels cette rencontre n'aurait pu se tenir ; ainsi que les Délégués des Etats membres pour leur importante participation.

Je vous remercie de votre attention.



ANNEXE 4 : LISTE DES PARTICIPANTS

Atelier « Les Accords de Partenariat pour une Pêche Durable et la bonne gouvernance de la pêche dans la zone COMHAFAT »

N°	TITRE/PAYS	NOM ET PRENOM	ADRESSE E-MAIL
1	ADEPA	Lucie TETEGAN	l_tetegan@yahoo.fr
2	Angola	Maria de Lourdes gaspar bento sardinha	mdlsardinha@gmail.com
3	AU IBAR	Aboubacar Sidibe	aboubacar.sidibe@au-ibar.org
4	Bénin	DJIHINTO Antoine Gaston	adjihinto@yahoo.fr
5	Cameroun	Belal Emma	belalemma@yahoo.fr
6	CAOPA	Gaoussou Gueye	gaoussoug@gmail.com
7	COFREPECHE	Etienne JARRY	etienne.jarry@cofrepeche.fr
8	COMHAFAT/ATLAFCO	Abdelouahed BENABBOU	benabboucomhafat@gmail.com
9	COMHAFAT/ATLAFCO	Abdelkrim MRABTI	akarim.mrabti@gmail.com
10	COMHAFAT/ATLAFCO	Abdennaji LAAMRICH	laamrichmpm@gmail.com
11	COMHAFAT/ATLAFCO	Ali BOUALI	bouali1952@gmail.com
12	COMHAFAT/ATLAFCO	Atsushi ISHIKAWA	a615@ruby.ocn.ne.jp
13	COMHAFAT/ATLAFCO	Hayat ASSARA	hayat.comhafat@gmail.com
14	COMHAFAT/ATLAFCO	Karima CHOUKRANI	mkarima241@gmail.com
15	COMHAFAT/ATLAFCO	Mohamed HADDAD	haddad.comhafat@gmail.com
16	COMHAFAT/ATLAFCO	Mohammed SADIKI	sadikicomhafat@gmail.com
17	Congo	ATSANGO Benoît Claude	atsangoclaude@yahoo.fr
18	Conseiller Ambassade d'Espagne au Maroc	Jorge Fernandez Martinez	rabat@magrama.es
19	Consultant	Pierre Failler	pierre.failler@port.ac.uk

20	Coordinateur National du PRAO-MR/ Mauritanie	Al mamy Samboly Ba	praobmp@yahoo.com ; sambolyalmamy@gmail.com
21	COREP	Emile ESSEMA	essemile@yahoo.fr
22	Côte d'Ivoire	Angaman KONAN	angaman.konan1@yahoo.fr
23	Côte d'Ivoire	SHEP Helguilè	shelguile@yahoo.fr
24	CPCO	Séraphin DEDI NADJE	sdedi.nadje@yahoo.fr
25	CSRP	Diénaba Beye	dienaba_beye@yahoo.fr
26	CSRP	Marième Diagne TALLA	masodiagne@yahoo.fr
27	Délégation de l'Union européenne au Maroc	Sebastien Copin	Sebastien.copin@eeas.europa.eu
28	DG-MARE	Roberto Cesari	Roberto.Cesari@ec.europa.eu
29	Director of Orthongel	Michel Goujon	mgoujon@orthongel.fr
30	Environmental justice Foundation	Irène Vidal	irene.vidal@ejfoundation.org
31	Fisheries and Legal Expert	Philippe Cacaud	pcacaud@aol.com
32	FiTI	Andréa Durighello	adurighello@governance-platform.org
33	FPMA	AKOURI Omar	fpmacontact@gmail.com
34	Gabon	Gwladys Annick NTSAME BIYOGHE	glwad6@yahoo.fr
35	Ghana	Papayaw ATOBRAH	papayawgh77@yahoo.com
36	Ghana	Samuel QUAATEY	samquaatey@yahoo.com
37	Guinée	Kéïta Hadja N. Sonnah CAMARA	camarasona@yahoo.fr
38	Guinée	Yousseuf Hawa CAMARA	yousseufh@yahoo.fr
39	Guinée Bissau	Euclides dos Santos Cunha	euclidesabel@hotmail.com
40	Guinée Equatoriale	Ernestina Becheng Mko	chuspi79@yahoo.es
41	ICCAT	M'Hamed Idrissi	mhamed.idrissi@iccat.int
42	Infopêche	Mohamed El Malagui	elmalagui@hotmail.fr
43	INRH	Abdelmalek Faraj	faraj@inrh.org.ma

44	LDAC	Alexandre Rodríguez	alexandre.rodriguez@ldac.eu
45	LDAC	Javier Garat	javiergarat@cepesca.es
46	Expert juridique en droit de la mer et de la pêche	Anaid Panossian	anaid.panossian@gmail.com
47	Liberia	Alvin S. Jueseah	a.s.jueseah@liberiafisheries.net
48	Maroc FCPM	Kamal BENNOUNA	lumakes@yahoo.es
49	Nigeria	Patrick Itor OGAR	ogaripat@yahoo.com
50	OPAGAC	Julio Morón	julio.moron@opagac.org
51	OPAGAC	Miguel Herrera	miguel.herrera@opagac.org
52	President at Pelagic Freezer-trawler Association	Gerard J. van Balsfoort	gbalsfoort@pelagicfish.eu
53	REPAO	Papa Gora Ndiaye	gndiaye@gmail.com
54	République Islamique de Mauritanie	Lamine Camara	laminecam2000@yahoo.fr
55	République Islamique de Mauritanie	Nedwa Nech	nedwa.nech@gmail.com
56	Sao Tomé et Príncipe	João Gomes Pessoa Lima	jpessoa61@hotmail.com
57	Secretaría de Pesca - Sector del Mar de la FSC de CCOO Presidente Sección Europea de Pesca de la ETF	Juan Manuel Trujillo Castillo	jtrujillo@fsc.ccoo.es
58	Sénégal	Abdoulaye DIEDHIOU	layee78@yahoo.fr
59	Subdirector General de Acuerdos y Organizaciones Regionales de Pesca Dirección General de Recursos Pesqueros y Acuicultura	Rafael Centenera Ulecia	rcentene@magrama.es; orgmulpm@magrama.es
60	Togo	Banguina KEKEOU	banguinaandre@yahoo.fr
61	WWF	Raúl García	pesca@wwf.eu



Tuna Fisheries Transparency Initiative (TTI) in ATLAFCO zone



Report

**Sustainable Fisheries Partnership Agreements
(SFPAs) and the good governance of the fisheries in
ATLAFCO zone**



June 2016 El Jadida, Morocco



22 member
States

Tuna Fisheries Transparency Initiative (TTI) in ATLAFCO zone

**Sustainable Fisheries Partnership
Agreements (SFPAs) and the good
governance of the fisheries in ATLAFCO
zone**



June 2016 El Jadida, Morocco

TABLE OF CONTENTS

Opening session.....	60
Session 1, The new sustainable fisheries partnership agreements (SFPAs):	
General aspects	63
Review of all agreements in ATLAFCO zone countries.....	64
Presentation of the SFPAs and first feedback.....	64
The sectoral support, decisive component of the SFPAs for good governance of the coastal countries	
fishery sectors.....	65
Discussions.....	65
Session 2, Fishery Agreements: contribution to the process of the national fisheries sector	
development, complementarity and overall coherence.....	67
Contribution to the modernization of the fisheries sector, Mauritania.....	68
Contribution to the fisheries industry, Côte d'Ivoire.....	69
Prospects of improving the contribution of the SFPAs in the process of the fisheries sector	
development of the coastal countries.....	69
The effects of sectoral support on the research, the case of Morocco.....	70
Complementarity of policies and more national -value: the case of the tuna fisheries.....	70
The West Africa communities food security: the case of pelagic resources.....	71
The contribution of the pelagic trawlers of the EU to the Food Security.....	71
Policy coherence in the fisheries sectors in West Africa.....	72
Presentation of the global initiative for greater transparency and equity in fisheries.....	72
Discussions.....	73
Session 3, The role of the SFPAs as a vector of good governance.....	75
The SFPAs and the promotion of good governance, the point of view of the institutions.....	76
The SFPAs and the promotion of good governance, the point of view of the French shipowners.....	76
Fair and transparent agreements: fundamental tools for the improving oceans governance.....	77
The SFPAs and the promotion of good governance, the point of view of the WWF.....	77
The SFPAs and the promotion of good governance, the point of view of the environmental justice	
foundation.....	78
The SFPAs and the promotion of good governance, the point of Mauritania 2000.....	79
The SFPAs and the promotion of good governance, the point of the European Federation of Trade	
Unions of Workers of the sea.....	79
The role of the SFPAs in strengthening the regional cooperation, the example of the ICCAT.....	80
Discussions.....	81
Session 4, Toward the harmonization of the conditions of access to fisheries	
resources.....	83
Operating mode of Gabon vis-a-vis the harmonization of conditions of access.....	84
Operating mode of Sao Tome and Principe and application of rules of transparency,	84
The tuna fisheries transparency Initiative in the harmonization of the conditions of access (TTI).....	85
For a harmonization of the conditions of access to fisheries resources, legal elements.....	85
Discussion around the harmonization of access to fisheries resources and considerations to take into	
account.....	86
Session 5, Conclusion and Next Steps	87
The Appendixs.....	90
Appendix 1: Agenda.....	91
Appendix 2: Document of Context.....	95
Appendix 3: Introductory remarks.....	98
Appendix 4: List of Participants	100

ACKNOWLEDGMENTS

The Secretariat of ATLAFCO thanks all the delegates and experts who have participated in the second workshop entitled: “Sustainable Fisheries Partnership Agreements and the good governance of the fisheries in ATLAFCO zone”, carried out in the framework of the Initiative for the transparency in the tuna fishery (TTI). He thanked particularly the speakers for the quality of their presentations and their contributions to the discussions.

The Secretariat expresses its gratitude to the European Union for the funding of this initiative as well as to the Japanese cooperation and the Ministry of Agriculture and Maritime fisheries of Morocco for their respective support to the organization of this second workshop. It also wishes to stress the active participation of the Long Distance Fisheries Advisory Council (LDAC) in the Organization of the workshop.

PRESENTATION OF THE DOCUMENT



The document presents, for each of the 5 sessions, the summary of each of the presentations as well as the key elements of discussions. It then presents the resolutions in the matter of governance of fisheries and harmonization of conditions of access to the fishery resources of the coastal countries of ATLAFCO area.



WORKING SESSIONS

Sustainable
Fisheries Partnership
Agreements (SFPAs)
and the good
governance of the
fisheries in ATLAFCO
zone

The workshop was held on 2 and 3 June 2016. It consisted of 5 thematic sessions and a session dedicated to the preparation of recommendations draft. A summary of each session is presented below. It highlights the key elements of the presentations and the discussions that have followed.

OPENING SESSION

The Chairman of ATLAFCO Mr. Adjoumani Kobenan Kouassi, Minister of Animal and Fishery Resources, represented by Mr. Konan ANGAMAN, Minister Adviser, welcomed the participants and recalled the context of the holding of the workshop and the importance of progressing in the process of the fisheries governance of the Atlantic seaboard of Africa and therefore to define guidelines for the harmonization of the conditions of



Tuna Fisheries Transparency Initiative (TTI) in ATLAFCO zone

access to the fishery resources of the coastal countries. The Executive Secretary of ATLAFCO, Mr. Abdelouahed Benabbou, introduced the workshop emphasizing the main points especially the importance of the cooperation between the countries, regional fisheries organizations and the ICCAT. He thanked, to this effect, all the delegates for their participation as well as the technical partners.





Session 1
The new sustainable
fisheries partnership
agreements (SFPAs):
general aspects

SESSION 1, THE NEW SUSTAINABLE FISHERIES PARTNERSHIP AGREEMENTS (SFPAs): GENERAL ASPECTS *(PRESIDENT : ANGAMAN KONAN)*

Review of all agreements in ATLAFCO zone countries

Pierre Failler, University of Portsmouth, UK



The multiplicity of fisheries agreements between African States bordering the Atlantic Ocean and distant-water fishing countries (or their nationals) is a manifestation of the diversity of situations encountered and the need to harness each of them to the best effect. However, in the absence of an evaluation of the various agreements in force, African coastal countries are unable to assess the economic and social benefits accruing from such agreements, as well as the associated environmental impacts.

It is only tuna, out of all species targeted by longline fleets, which could potentially benefit from the regional management of access. Tuna is not the subject of strong commitment by States to relinquish their claim to

sovereign rights as is the case with demersal and small pelagic resources.

Several fisheries organizations (SRFC, FCWC, COREP, CECAF, ATLAFCO), a tuna fisheries management organization (ICCAT) and an international fisheries management organization covering Area 47 (SEAFO) operate on the border with the Atlantic and as such, can organize (or participate in) the management of regional fisheries agreements.

Presentation of the SFPAs and first feedback

Roberto Cesari, DG-MARE, EU



The presentation on the New Sustainable Fisheries Partnership Agreements (SFPAs) of the European Union focuses on the description of the role of these agreements, in line with the new Common Fisheries Policy of the Union and as an instrument of

good governance of the oceans and fisheries. It has as objective the description of the new philosophy which governs the action of the Union to the bilateral level, based on a solid and highly developed legal framework, the most modern standards of control and monitoring of the fleets that operate in the framework of these agreements, the sustainability nature and scientifically based of these activities, the policy of transparency and the synergies between the new European fisheries policy and its development policy (the SFPAs sectoral support and the European development Funds) as well as the economic impact of these agreements in the third country.



The sectoral support, decisive component of the SFPAs for good governance of the coastal countries fishery sectors

Anaïd Panossian, independent consultant, Morocco



The sectoral support is a novelty outcome of the reform of the CFP in 2002, intended to frame a form of partnership between the EU and third countries more advanced than the former financial support implemented in the form of targeted actions.

The 2002 reform has therefore introduced a specific dimension to the financial counterpart of the EU, in addition to the access rights (EU funding and ship owners), the EU must fulfill a part fully funded by it to support the development of the fisheries sector of the partner country, in conformity with their national sectoral strategy. This is part of the EU objective to discard of the purely commercial dimension of these agreements, and to introduce a more genuinely partnership dimension, embedded in the implementation of responsible and sustainable fishing practices.

It is a budgetary approach, on the basis of projects proposed by the partner country and approved jointly. This sectoral support is based on indicators of specific outcome and is the subject of a specific and continuous follow up. The axis typically selected are the scientific research, control and monitoring, support to the health component, capacity building, training and infrastructure. The reform of the CFP in 2013 has strengthened this sectoral support in creating mechanisms of monitoring and control more rigorous. The implementation of this sectoral support has met, and meeting again, some difficulties, which are often related to the lack of capacity of the partner States, and to a complex involvement of the EU. This scalable tool presents a real interest in the governance and the standardization of good

fishing practices. On the basis of recent evaluations (the Court Audit report, the European Parliament, etc.), recommendations will be made to make it more efficient.

Discussions

The presentations allowed examining the new SFPAs as well as their contributions to the process of development of the national fisheries sector. The past and present SFPAs signed by the EU with ATLAFCO Member States have been reviewed. The discussions have focused on several points of which the importance of putting in place and to harmonize the agreements on fisheries evaluation mechanisms. In this regard, it has been

stressed the paramount place of assessments and scientific cooperation to able having both the knowledge of stocks and of the social and economic effects of the SFPAs. Considering the depletion of practically all the fish stocks with the exception of tuna and a few deep species for which fisheries agreements are made with the EU, it was decided to ensure transparency in their negotiations and implementation.

The participants inquired about the mission of joint committees and the nationality of the seafarers when it comes to agreements on shared stocks between several coastal states. They also relied on the weakness of the research of the coastal countries which is yet decisive for the assessment of the agreements. For this, it has been proposed the strengthening of the officers skills including researchers of coastal States in order to take account of emerging issues such as the impact of climate change on fisheries. The need was expressed to improve the capacity of the evaluation of the agreements effects, in all their forms, both for the Member States and for the regional organizations. In addition, a guarantee of the respect of the employees work conditions in terms of the human rights and labor respect was requested, particularly for women.

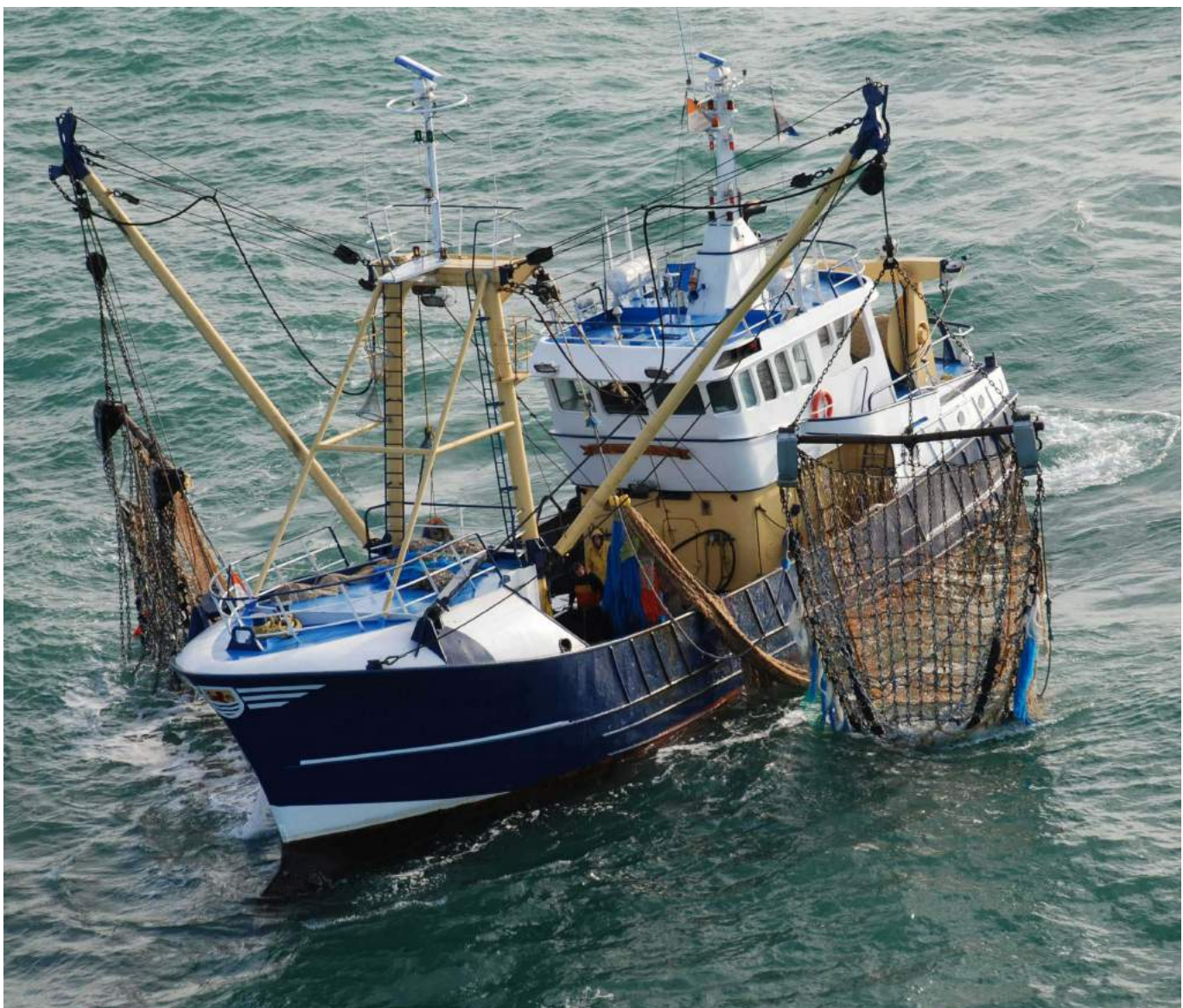
The discussions also focused on the need for developing an institutional and legal framework binding in each coastal state, this is to ensure that the agreements are an



integral part of their strategy of exploitation of fisheries resources located in the area under national jurisdiction. Proposals for the strengthening the States capacities to develop and implement strategies and definition of priorities which may benefit from the sectoral support were also made. It has also been suggested a reappraisal and an increase in the budget allocated to the sectoral support related to tuna fishing agreements. It was, moreover, discussed the strategic place of local fisheries for States, particularly the small scale fishing and its role in the food security and the fight against poverty; this could be reinforced by a support to States to achieve their objectives in terms of the sustainability of fisheries, development of coastal communities and the creation of value added. The improvement of the technical processes

of the funded project implementation in the framework of the sectoral support was requested, this to ensure effective use of the proposed projects.

In addition, the participants discussed the question of the transparency in the management of the sector, including for the activities of the European fishing fleet operating in the framework of all the fishing agreements. This could be done in particular by the encouragement to better information and the involvement of the civil society and of the fisheries professional organizations in the process of development, follow up and assessment of the SFPAs. Finally, a harmonization of the fight against illegal fishing devices including the MCS between the EU and the coastal States has been requested by the participants.



A full-page background image showing a sunset over a harbor. The sun is a bright, glowing orb in the center of the frame, casting a long, shimmering reflection down the water. Several fishing boats with tall masts are silhouetted against the water in the foreground. A dark pier or breakwater extends across the middle ground, with a small lighthouse visible on its right end. The sky is a gradient of warm colors from orange to yellow.

Session 2

Fishery Agreements: contribution to the process of the national fisheries sector development, complementarity and overall coherence

SESSION 2, FISHERY AGREEMENTS: CONTRIBUTION TO THE PROCESS OF THE NATIONAL FISHERIES SECTOR DEVELOPMENT, COMPLEMENTARITY AND OVERALL COHERENCE (PRESIDENT : ANGAMAN KONAN)

Contribution to the modernization of the fisheries sector, Mauritania

*Lamine Camara, director of fisheries,
Mauritania*



Aware of the importance of its fisheries sector, Mauritania has developed and implemented several policies aimed at ensuring the sustainability of the exploitation of that sector. The last policy to date is the strategy of responsible management for a sus-

tainable development of the fisheries sector and of the maritime economy developed for the period 2015-2019.

This strategy, which is built around six priority axis, introduced a new paradigm for the management of fisheries, namely the management by quotas which is based on the monitoring of catches.

To operationalize this vision, the Department of Fisheries has developed and adopt a new code of fisheries (Act No. 017-2015 of 29 July 2015 establishing the Code of fisheries which provides 2 schemes of exploitation: National Scheme and Foreign Schemes); and texts have been taken for its application (Decree 2015-159 concerning the application of the Code of fisheries, decree laying down the modality of access, model of concession contracts, etc.).

While recalling that the financial compensation paid by the European Union in the framework of fishing agreements are not a development assistance, but the



sale by States of a access to their stocks, the SFPAs contribute to raise the standards of management and development of fisheries to international standards, in particular with regard to the sustainable development of fisheries. This is done through:

- The granting of fishing opportunities in the form of quotas (and not in terms of the number of vessels or fishing licenses) is in phase with the provisions of the new reform of fishing ;
- The obligation of the landing the Mauritanian fishing zone in the harbor of the ports of Nouadhibou or Nouakchott. This new provision should allow to facilitate the operations of control at the time of landing from the ships (the previous agreement allowed exists from poorly accessible areas for the GCM), and thereby foster a better application of the fisheries regulation.
- The satellite tracking of vessels. The provisions and the measures taken in the new agreement should allow

consolidating the implementation of the SSN system. This should result in an improvement of the control and surveillance of fisheries functions and the establishment of favorable conditions for the implementation of the fisheries management plans.

- The introduction of the new Category 11 of pelagic species in the fee of landing obligatorily to Nouadhibou is in harmony with the strategic directions of the sector to boost the creation of local value added
- The improvement of the employment of Mauritanian seafarers on board

Contribution to the fisheries industry, Côte d'Ivoire

Shep Helguilè, Director of Fisheries, Côte d'Ivoire



The Fisheries Partnership Agreement (FPA) between Côte d'Ivoire and the European Community contributes in a marginal way in the supply of raw materials (tuna) of Ivorian canneries. In effect, the whole of the catches taken by the European vessels in the EEZ of Côte d'Ivoire represents less than 10% of the products currently processed by the canneries and less than 5% of the actual capacity of the whole of the plants. However the social impacts upstream and downstream are important.

The financial contribution is exclusively intended for the support of the fisheries administration of and has contrib-



uted to the development of policy documents: These have placed the emphasis on the updating of the regulation and monitoring of the EEZ through the strengthening of collaboration with the National Navy and the current installation of the Fisheries Monitoring Center.

Prospects of improving the contribution of the SFPAs in the process of the fisheries sector development of the coastal countries

Aboubacar Sidibe, in-IBAR, African Union



The SFPA is an international agreement signed between the European Union (EU) and the third country in 2015 and which allows the EU vessels to fish the surplus resources within the EEZ of the partner country in a regulated environment. This agreement concerns the tuna stocks in their migration along the coasts of Africa and the Indian Ocean, and the stocks of other varieties of fish (mixed agreements) within the exclusive economic zone of the partner country. The SFPA allows the EU to pay to the partner countries a financial contribution composed of two elements: (i) payment of access rights to the EEZ and (ii) financial sectoral support. This sectoral support aims to foster the development of sustainable fishing in the partner countries in strengthening their scientific capacity and administrative provisions for the sustainable management of fisheries and the activities of monitoring, control and surveillance.

Despite past and ongoing efforts, the coastal countries in Africa are always faced with certain challenges that are among others: lack of knowledge on fisheries resources, weakness of the monitoring systems control and surveillance of fisheries, weakness of systems for the management of shared stocks, continued degradation of the coastal marine environment and weak human capacity, technical and institutional in most of the countries of ATLAFCO zone. However, the current context is favorable to improve this situation, including the political will of the African States to reform their sectoral policy by the adoption of the Policy Framework and Reform Strategy

for Fisheries and Aquaculture in Africa with the strong will of the technical and financial partners (TFPs) to support them in this process with the involvement of all stakeholders of the fisheries sector in Africa.

In this framework the SFPAs may substantially contribute to this process of reform for an integrated development of the sector. The support actions identified in this partnership are very compatible with the performance sought in the fisheries sector at the level of third countries in Africa: (i) improvement of scientific knowledge on which are based the agreements to fix the fishing opportunities (surplus), (ii) strengthening the governance, by including a clause on the Protection of Human Rights, and (iii) Promotion of Sustainable Fishing in the waters of partner countries, by subjecting it to regular monitoring.

As well for improvement the contribution of the SFPAs in the area ATLAFCO, it is crucial to strengthen and/or to put in place Fisheries Information Systems (FIS) more adapted to the realities of the context; to strengthen the technical and scientific capacity for the estimation of the surplus production (surplus), to promote participatory governance and inclusive of the fisheries on the basis of transparency and accountability.

The effects of sectoral support on the research, the case of Morocco

Abdelmalek Faraj, NHRI, Morocco



The funding that receives the INRH in the framework of the sectoral support of the SFPAs with the EU represents 15% of its annual budget. Overall, approximately one quarter of the amount of the sectoral support (14 M€) is intended to research, the other budget items being the

infrastructure, training and various. In the framework of the support to research activities, it should be noted several strategic projects such as the aquaculture laboratory and the aquaculture farm of Dakhla for the development of aquaculture, the campaigns of scientists prospecting, the inventory and assessment of coastal resources. Prospecting for bedrock, the establishment of oceanographic observation platforms for tracking resources and the marine environment and the harmonization of operating systems and strengthening the network of scientific correspondents.

Complementarity of policies and more national - value: the case of the tuna fisheries

Angaman Konan, Ministry of Animal Resources and Fisheries, Côte d'Ivoire



The fisheries products have long been involved in trade between West Africa and Europe. In the Seventies, Senegal already signed fisheries agreements with France and Italy and in the Eighties with the European Economic Community (EEC) with fishing opportunities offered to Spain. The United Nations Convention on the Law of the Sea of 1982 enshrines and oversees the relations between the States in the field of cooperation in fisheries in specifying that the fisheries agreements must wear on the surplus of available stock that cannot exploit the coastal countries, thus putting an end to the exploitation sometimes uncontrolled in the economic zones of exclusive coastal States likely now to 200 nautical miles. The European Union has continued to maintain its fishing fleet, including tuna systematizing its fisheries cooperation through the fishing agreements



that become partnership agreement for a sustainable fishery (SFPAs) since Lomé 4. These agreements meet the needs of its internal market and remain consistent with its common fisheries policy. As well, the new generation of SFPAs is committed to worry about the sustainability of the fisheries and issues of human rights in the States signatory partners while that coastal States themselves are confronted with issues of poverty, governance of fisheries, and weakness of the system of monitoring, control and surveillance of fisheries and for the creation of more-value. The taken into account in the SFPAs targeted actions (support to the department of fisheries, scientific research, to training, to the monitoring of fisheries, the artisanal fishing, etc.) has made it an instrument of complementary development of national policies. In addition, the activities of the European tuna fleet in the ports of the partner States (transshipment, landing a part of capture, victualing, etc.) creates an economic dynamic which supports the local fisheries economy.



The West Africa communities food security: the case of pelagic resources

Gaoussou Gueye, CAOPA, Senegal



The small pelagic species are essential resources to food security in West Africa, they are the species most consumed. In terms of the creation of jobs, the small scale fishing is one of the main suppliers of the African continent. For example, in Senegal and Mauritania, according to a study, in 2015, of DG

Development, the chain of processing of small pelagic species has created successively in these countries, 50, 000 and 1000 jobs. Women are located in the center of the activities of this sector. They are present at all stages: pre-financing and preparation of campaigns of fishing; receipt of the fish; processing; marketing. Their main issue is to ensure the supply for the food security of the population but they have enormous difficulties to access these small pelagic species, linked to the overexploitation of the resource and the competition of enterprises of the fish meal.

That is why the CAOPA had organized a side event at the COFI 2012 to ask, among others, FAO, a better study of the impacts of the exploitation of small pelagic species on food security, to support an aquaculture based on species which do not require a food based on unsustainable exploitation of the stocks of small pelagic species.

But for a coherence of European Policies conducted in West Africa, the issues must focus on the fishing agreements (access to the resource and the sectoral support).

With regard to the recommendations of the Study by DG Development on small pelagic species in West Africa, it requires among others the strengthening of international fisheries governance framework (Via CECAF ... SRFC); reducing post-harvest losses; support for local processing industries to human consumption. Therefore, EU policies should help to implement these recommendations for a coherent approach to sustainable development and food security.

The contribution of the pelagic trawlers of the EU to the Food Security

Gerard van Balsfoort, PFA, EU



After a brief introduction on the pelagic trawler Association, the presentation focuses on the relevance of the pelagic fisheries in the north-east Atlantic and West Africa by European vessels for the food security in Africa. It also put the following two questions :

- Why the governance and management of fisheries must

be effective to maximize the outputs (N E Atlantic can be for example)?

- How could the European fleets actively contribute to the improvement of the collection of data, the cooperation industry-science and the management of the effective fisheries?

Policy coherence in the fisheries sectors in West Africa

Papa Gora Ndaye, REPAO, West Africa



In the prospects of a more formalized follow-up of the policies coherence, the REPAO has planned to :

- Create a general equilibrium model on the policies coherence in the fishing sectors with endogenous data (mainly composed by indicators of fishing) and exogenous data composed of indicators derived from other levels of coherence;
- Strengthen the mechanism of the coherence follow up with a continuous intelligence indicators and the annual publication of a report on the situation of the coherence;
- Generate the commitment of the actors and support their networking to promote their effective participation in the formulation and implementation of fisheries policies at the national and regional levels.

The use of a framework for the analysis of the coherence of policies in the area of the fishery is an innovative approach because never in West Africa the public policies of fisheries have been analyzed and put into perspective under the angle of the coherence. Furthermore, a battle is



won by adding on the agenda of ECOWAS the coherence of fisheries policies in West Africa. This device would to deepen and broaden the participation of actors in the design, monitoring, implementation and evaluation of development policies in the matter of fishing.

Presentation of the global initiative for greater transparency and equity in fisheries

Andréa Durighello, FITI



The fishery is an essential source of jobs, protein and trade for coastal communities around the world. Yet, it is well established that in many parts of the world, the fish stocks are threatened by overfishing, the degradation of marine ecosystems and climate change. In its report of 2010 on the situation of world fisheries, FAO identified the lack of transparency as contributing to all of these disturbing trends. In effect, the lack of information that is publicly accessible and/or considered reliable on the management and exploitation of marine resources remains a major obstacle for an informed decision making that would support a sustainable development and use of ecosystems and food resources. The lack of transparency in the sector also prevents to control who has access to the resource, what are the conditions of access to this resource and what price is paid as consideration, thus opening the way to the over-capacity of fishing, to corruption and high levels of IUU fishing. It is this observation which is at the origin of many international efforts aimed at reforming the fisheries sector in seeking to improve the access to the information. There are among others:

- The Code of Conduct for Responsible Fisheries of the FAO
- The Voluntary Guidelines for responsible governance of land regimes applicable to lands, to fisheries and forests in the context of FAO national food security.
- The Voluntary Guidelines aimed to ensure the sustainability of the artisanal fishing in the context of

food security and the eradication of the poverty of the FAO ;

- The strategy for the reform of the fishing and aquaculture in Africa of the African Union in 2014 ;
- The common fisheries policy of the European Union.

Although transparency has been recognized in both the regional and international processes, progress to remedy the opacity in the fishing sector remains limited and inconsistent. This is in part due to the fact that there is no global consensus as regards the specific information that the governments and the fishing sector should make public, nor as regards how such information should be published. Important agreements and directives evoke the reforms in the sense of transparency in general terms without however specify the details. The initiative for the transparency in the fisheries sector (the Fisheries Transparency Initiative - The FITI) has been established to support such reforms. The FITI seeks to make fishing more responsible and more sustainable through the transparency and participation. To achieve this, the FITI will produce information publicly accessible, reliable and generally accepted in the form of national reports on a regular basis. These reports will be established through a consultative process including all groups of stakeholders. The vision of the approach of the FITI is to provide reliable information and to establish a multi-stakeholder environment based on the confidence that is conducive to a collective action in favor of better governance of the fishing sector.

Discussions

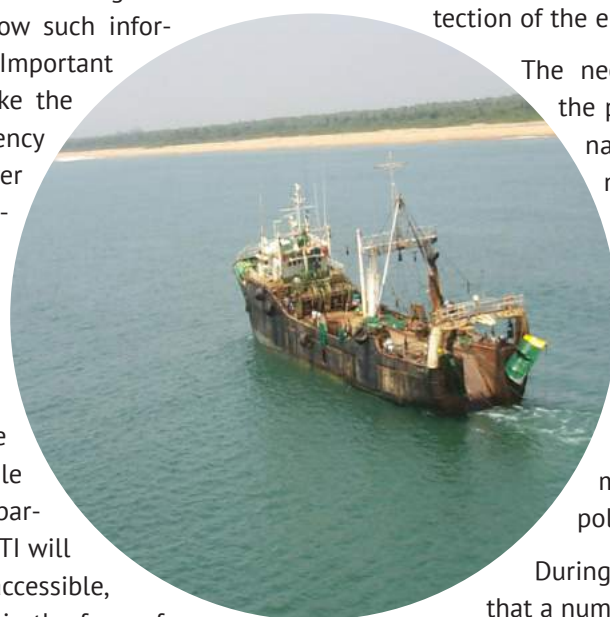
The presentations were confirmed the membership of the participants to the needs of strengthening the capacity of the Fisheries Research, National Evaluation of the SFPAs, of strengthening the political weight of third States by report to the organizations for economic integration and

the importance of small pelagic species in ecosystems and for food security. Taking into account the overexploitation of the majority of the stocks, it was suggested to develop aquaculture. However, the heavy investments and the time frame for achieving long enough before to obtain convincing results have been underlined. The participants also exchanged on the necessary improvements to the coherence and the complementarity between the SFPAs and other development policies of the European Union. Similarly, they exchanged on the strengthening of the coherence between the SFPAs and the policies of sustainable development, good governance and the protection of the environment of the coastal States.

The need to ensure the coherence of the public policies of fishing to international levels, regional, supra-national and national level has been expressed. In this regard, it has been noted the importance of involving all stakeholders including regional cooperation, international in the governance of fisheries including in the design, monitoring and implementation of the evaluation of the policies of development.

During the discussions, it was requested that a number of specific points are taken in the recommendations of the workshop :

- The taken into account in the negotiations and the implementation of the SFPAs of (i) the resolution of the 103th Session of the ACP Council of Ministers held in Dakar on 26 and 27 April 2016; (ii) the Agenda 2030 on the sustainable development of the United Nations adopted in 2015 by the UNGA; the policy framework and strategy of reforms of the fishery of the African Union ;
- The strengthening of the partnership between the EU and the coastal countries in a perspective that is beneficial to the two parties (capacity building in management/ implementation of the SFPAs of national administrations and other actors, including the strengthening of the local industry by the landing and local processing of catches and supply markets and local industries ; the strengthen-



ing of scientific capacities, technical and administrative actors of third countries) ;

- The involvement of the EU in the management of the financial contribution of the SFPAs ;
- The regular evaluation of the SFPAs and other fisheries agreements ;
- The taken into account in the SFPAs the importance of small pelagic stocks for the food and nutritional security of third country ;
- The promotion of aquaculture as a palliative to the scarcity of fisheries resources ;
- The registration of the SFPAS in a Regional Integrated governance framework Integrated (strengthening of the cooperation with the regional fisheries organizations and organizations of economic integrations) ;
- The harmonization of the conditions of access to fisheries resources of coastal States for the fisheries of tuna, small pelagic and demersal species ;
- The strengthening of regional consistent governance by the establishment of arrangements for the management to promote a common management of shared stocks and straddling stocks and highly migratory species.





Session 3
***The role of
the SFPAs as a
vector of good
governance***

SESSION 3, THE ROLE OF THE SFPAs AS A VECTOR OF GOOD GOVERNANCE

(PRESIDENT : ALEXANDRE RODRIGUEZ)

The SFPAs and the promotion of good governance, the point of view of the institutions

Rafael Centenera, Director General, International Management of Fisheries and RFMOS, Spain



The new common fisheries policy has helped to improve the partnership agreements with the African countries (Regulation (EU) No. 1380/2013 of the European Parliament and of the Council of 11 December 2013 on the common fisheries policy; Title II; sustainable fisheries partnership agreements; Article 31). This new Regulation, in conjunction with the international rules as the UNCLOS Convention, has changed the framework of our relations with coastal African countries, making them more equitable and beneficial to both parties.

The fisheries agreements can assist in the improvement of the governance of fisheries in the third country in many ways and more specifically in : improving the research capacities of the scientific institutes; helping to the

determination of the surplus; developing the monitoring, control capabilities of monitoring; improving the fight against IUU fishing ; encouraging the strengthening of the capabilities to arrive at the development of a sustainable fisheries policy of the third country; obtaining funds from the EU and the rights of access of the fleets; increasing the processing sector and the activity in the ports of landing of the fleet of the EU; improving the capacity of the seafarers working on the fleet of the EU.

The SFPAs and the promotion of good governance, the point of view of the French shipowners

Michel Goujon, Orthongel, France



For the French fleet, the fishing agreements are essential to driving their fishing activity. We favor sustainable fisheries partnership agreements (SFPAs) which are to our eyes the most complete, transparent and fair of the fact many provisions designed

to secure the access of vessels to the EEZs, ensure a sustainable exploitation and a monitoring of the activity of vessels, to preserve the interests of the coastal countries and strengthen the benefit to the coastal countries and to guarantee for the European taxpayer a good use of the funds of the EU.

Progress is still possible in order on the one hand, to facilitate the implementation of the SFPAs, for example by a regional approach with respect to the boarding of the seafarers or observers, the inspection of vessels, and, on the other hand, reduce costs redundant to armaments, simplify and accelerate the procedures for renewal of licenses, improve the supply of local markets and expand even more the high transparency of current SFPAs.



Finally, the French fleet is strongly committed to this that the SFPAS retain their fair character with regard to the relations between operators and coastal countries but also vis a vis competing fleets.

Fair and transparent agreements: fundamental tools for the improving oceans governance

Julio Morón, Opagac, Spain



In the Atlantic Ocean, approximately 35 to 40% of total tuna catches are obtained in the EEZS of the riparian countries, all members of ATLAFCO. A good governance of the oceans requires of the fisheries agreements are fair and transparent

as a fundamental tool for the sustainable use of tuna resources in the Atlantic Ocean. The fleet of tuna of the EU is covered by sustainable fisheries partnership agreements (SFPAs) which constitute a world reference for the transparency and sustainability. The fleet associated (i.e. the vessels flying the flag of countries outside the EU but controlled by the investments of the EU in the coastal countries) is also covered by the fisheries agreements with coastal countries which respect the principles of the Tuna Transparency Initiative (TTI), namely: direct payment to the national treasury of the coastal countries of the royalty; the establishment of the text of the fishing agreement including all conditions associated with the license and in accordance with the national legislation in force ; and the obtaining of fishing licenses whose validity

is endorsed by the coastal State.

The SFPAs and the promotion of good governance, the point of view of the WWF

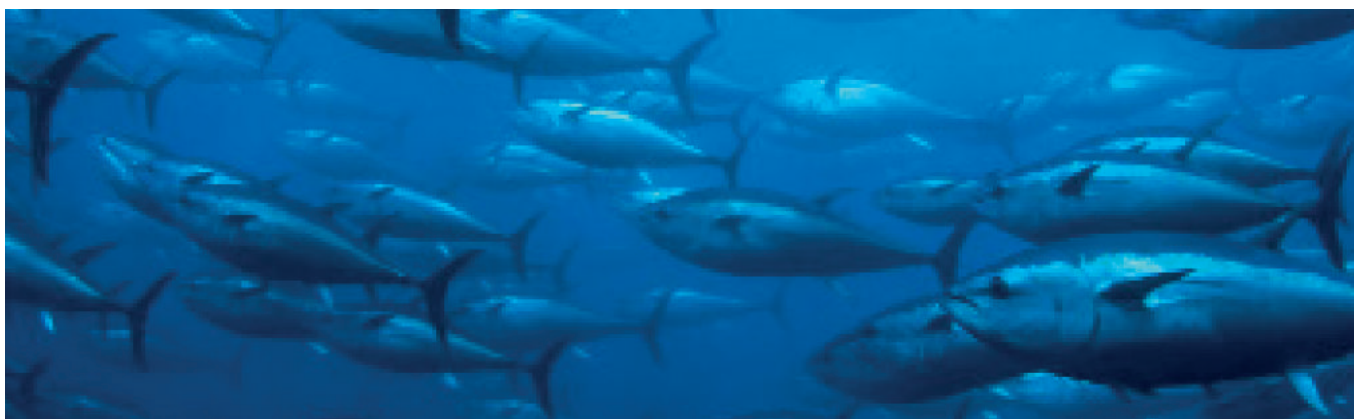
Raúl García, WWF, Spain



The new external dimension of the common fisheries policy of the EU has been built by a set of stakeholders and a political consensus. This is reflected for example in the guidance developed by LDAC which is composed of all the stakeholders. The principles such as

transparency, responsibility and participation apply not only in the European Union but also at the international level. We must therefore ensure the consistency between the various policies of the EU and to be more strategic with respect to the implementation of the external dimension of the CFP, including through the SFPAs. It should be more to work with the RFMO. In this context, the EU should improve the coordination and cooperation with ATLAFCO Member States, not only in respect of the conditions of access or of the SFPAs, but also at the level of ICCAT in order to ensure a broader commitment on the measures for the conservation of fisheries managed to the international scale.

The WWF and other NGOs are working together to ensure the full implementation of the CFP, including the mechanisms relating to IUU fishing, the control of the authorities and of the measures of regulations in order to improve the governance at the scale of the EU and



globally. We consider these tools as the most powerful in the world. In parallel, European consumers and associations (transformers and starting) are increasingly sensitized to the sustainability, the conditions of work and the traceability. Such conditions and standards are often difficult to meet for many West African countries producers. However, there are examples of exporting countries that have strengthened their governance and MCS and who derive benefits.

We welcome the commitment and the efforts of ATLAFCO to work together with the EU and other partners in order to improve the governance of fisheries. Such efforts must be deployed to artisanal fisheries which must be properly managed in the framework of national plans. The sustainability is critical in terms of food security and the future of fishing communities. Assistance for the development of the EU and the contribution of sectoral SFPAs can be very useful for improving the management of fisheries, programs of data collection by the communities, the assessments of poor fisheries in data. This allows also encouraging the fishing communities and the participation of civil society and the use of traditional knowledge by including the implementation of co-management process, traditionally in place previously in the African fisheries.

The SFPAs and the promotion of good governance, the point of view of the Environmental Justice Foundation

Irene Vidal, the Environmental Justice Foundation, EU



The Environmental Justice Foundation (EJF) is a registered charity in the United Kingdom. it works internationally to protect the environment and human rights. The Foundation has worked for several years for the good health of the oceans and the people who depend on them. It's work specialized on the protection of marine resources, combat IUU fishing and the promotion of sustainable management of fisheries. With surveys in the sea and in working closely with the affected communities, EJF promotes the construction of the transparency and traceability within the lines of

supply and markets. With a main office in London, EJF has agencies in Liberia, Sierra Leone, Ghana, Côte d'Ivoire, Spain, Germany and South Korea. Its ambition is to secure the fisheries properly managed and sustainable and so the conservation of marine biodiversity and marine ecosystems as well as of human rights.

One of the objectives of the European Union is the improvement of the governance of the oceans at the international level, this is why the external dimension of the EU of the Common Fisheries Policy must become a tool to promote the good governance of the fishery in the world, not only in establishing the SFPAs, but also through its active participation in RFMOs, a struggle against the illegal, unreported and unregulated fishing (IUU) and the sustainable management of the fleets of the EU outside Community waters.

The presentation of the EJF will focus on the manner in which the African countries should take advantage of good governance principles integrated in the policy of external fishing of the EU and its consistency with the development policy of the EU by using, inter alia, good practices and cooperation as a point of reference for their own external policy internal and of fishing and by the establishment of fisheries management systems and robust, transparent and responsible. The attention of EJF will focus on one of the main pillars of good governance, a system of monitoring control and surveillance (MCS), which with other elements; will help to maximize the income of the fishery for the country, to protect the fisheries resources and ecosystems as well as the means of subsistence and the food security of local communities.



The SFPAs and the promotion of good governance, the point of Mauritania 2000

Nedwa Nech, Mauritania 2000, Mauritania



Mauritania has a long experience of partnership with the European Union which date of more than thirty years. The financial contribution of these agreements has contributed in a very significant way to the budget of the State and the economic development

of the country. But despite this important financial contribution, the direct impact on the development of the sector such as ports, infrastructure of landing, the chain of cold and processing infrastructure and recovery is not very significant. There has been support for the renovation of a few infrastructures, including the artisanal port of Nouadhibou and the fish market in Nouakchott.

With regard to the food security, the marketing channels short and little developed lack of road infrastructure, cold chain and adapted transportation. The recent choice for the recovery of small pelagic species has focused on the manufacture of fish meal. However, this entails negative effects on food security at the level of the country and the region, because this mode of processing is done from products which are the most consumed in the West African region.

The organizations of production and the organizations of civil society are little associated negotiations of agreements. We also note a predominance of industrial fishing actors to the detriment of artisanal fisheries in



the areas of consultation and decision making... However, several advances can be put in before. This concerns first of all the awareness of CSOS and op to strengthen the dialog between the various actors of the sector, thus they are more present at the level of networking national, regional and international levels to advocacy for more transparency in the fishery, in Mauritania, which has been the engine of the commitment of the Mauritania to extend the transparency to the maritime fishing launched on 19 January 2015. At the level of the SFPAs 2015-2019, the major issues of governance and sustainability have been proclaimed, such as the publication of agreements, the participation of the actors in the negotiations. At the social level and food security we can note the increase of the number of national marine on the boats as well as the 2 per cent which are allocated to the government to participate in food security at remote sites in Mauritania.

In conclusion, it should be noted significant results at the level of the “ soft “, such as the realization of strategies, particularly for scientific research, of a framework for investment, of plans for the management of fisheries, such as for the octopus, shrimp, the mule. In contrast, low results at the level of the »hard“, such as the infrastructure of landing, cold, of transport are to be noted.

The SFPAs and the promotion of good governance, the point of the European Federation of Trade Unions of Workers of the sea

Juan Manuel Trujillo Castillo, European Federation of Trade Unions of Workers of the sea, Spain



The Convention of the International Labor Organization (ILO) of 2007 on the work of the fishermen (No. 188) aims to ensure that all the workers of the sea are exercising their profession in decent working and living conditions. In 2012, an agreement was concluded with Européche/COGECA in order that the ILO Convention is transposed into the legal framework of the EU. The SFPAs must include social clauses: the 1998

ILO Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work; and the conditions of employment including pay; the conditions of life and work on board; the issuance of a copy of the contract of work at each marine; the issuance of a payroll; the social clauses of the State of the flag; the right of visits of representatives of unions when the ship is at the berth.

The role of the SFPAs in the strengthening of regional cooperation, the example of the ICCAT

M'Hamed Idrissi, ICCAT, Spain



The presentation began with a general presentation of the ICCAT, its 50 Contracting Parties (CPCs), among which 15 are also members of the ATLAFCO, the objectives and the scope of the conservation and management measures undertaken

within its area of Convention which covers all the Atlantic Ocean and its adjacent seas. She then reviewed the close cooperation between ICCAT and other tuna RFMOs on several issues of common interest, including the lists of vessels and IUU fishing (IUU), the process of Kobe, etc. The process of modernization of the ICCAT is the subject of continuous, based on reviews of its performance conducted by third parties following the decisions of the General Assembly of the United Nations, is also presented. In terms of regulation, the past two decades constitute the period during which the ICCAT has adopted several binding measures relating to the excess fishing capacity and the fight against IUU fishing, with special attention for stocks such as those of red tuna, of tropical tuna, swordfish, as well as other species of tuna and related species. These Regulations are also intended to ensure that the requirements for submission of data by all CPCs are completed, and that CSIS has statistics necessary to carry out its work of stock assessment to even

be able to provide scientific advice to the Commission, and also the need to ensure transparency between the CPCs by the respect in particular to the conditions of access to waters under the jurisdiction, including those of non-Contracting Parties (NPC). The Recommendation by ICCAT on Access Agreements [Rec. 11-06], establishing the communication and other requirements relating to access agreements, as amended by the Rec. 14-07, has been the subject of a detailed presentation by Mr. Idrissi, given its importance for this workshop ATLAFCO on the agreements of Partnerships for Sustainable Fisheries (SFPAs).

It continues by the presentation of the evolution of the enormous amount of work carried out by the ICCAT for the fight against IUU fishing, in particular through the strengthening of regulations for the disposal of flags of convenience, the prohibition of the use to the ports and access to the markets of the CPCs, the establishment of patterns of joint inspection, and this, for that the IUU activities are more lucrative for the criminals. The results obtained have been found to be satisfactory in the light

of the significant drop in the number of IUU vessels in 2004; however, the slight increase of recent years should be taken with a lot of attention.

He recalled that the list of measures of control and surveillance (MCS) adopted by ICCAT includes, in addition to the general registry of ships and of records specific to the species, the establishment of a list of IUU which is regularly checked and cross with the other tuna RFMOs; this is reinforced by the

inspections to the ports, the mechanisms of traceability of the catches (statistical documents and electronic document capture), monitoring through the VMS, the programs of regional observers -ROP- (bluefin tuna and transshipment), as well as inspections at sea on board vessels. ICCAT has always supported the establishment of the Global Register of the FAO and the international policies aiming at the strengthening of MCS practices. To support the efforts for the protection of endangered marine species, ICCAT has adopted a number of measures concerning the sharks and the mitigation of

by-catch on the cetaceans, turtles and sea birds.

It is concluded with the emphasis on the interest for the 22 African States bordering the Atlantic Ocean, members of the ATLAFCO, to be more and more active within RFMOS (ICCAT and other), better yet as members. At the end, a brief presentation, in the guise of announcement, is given on the Program of the ICCAT for the marking of tropical tunas in the Atlantic Ocean (AOTTP) which is in the process of implementation by the Secretariat of the ICCAT. The 1e year, tagging activities are planned to commence from mid-June 2016. The ICCAT seeks, in this regard, the support of the members of the ATLAFCO in order to grant the authorization of access to their EEZs to the fishing vessel chartered by the Consortium contracted to run this program.

Discussions

The discussions focused on several points including the need to strengthen the transparency and the participation of organizations of civil society in the negotiations of the fisheries agreements. In the regime of partnership agreements of sustainable fishing (SFPAs), it is appropriate to introduce social clauses so that the working conditions of the people of the fishing in the coastal countries are identical to those of the European fishermen sailors. Even if it has been recalled that the SFPAs's role is not to improve the conditions of local populations in coastal countries, however, it is clear that the SFPAs can play a role in the strengthening of regional cooperation, especially between the regional bodies of fishing in terms of access to resources. In order that the SFPAs is a win-win partnership, the priorities in terms of sectoral support must be clearly defined. In this launched, research, and the management of the stocks must be prioritized in even the support given to artisanal fishing.







***Session 4
Toward the
harmonization of the
conditions of access to
fisheries resources***

SESSION 4, TOWARD THE HARMONIZATION OF THE CONDITIONS OF ACCESS TO FISHERIES RESOURCES *(PRESIDENT : SAMUEL QUAATEY)*

Operating mode of the Gabon vis-a-vis the harmonization of conditions of access

Gwladys Annick Ntsame Biyoghe, Assistant Director General of Fisheries and Aquaculture, Gabon



In the framework of the rational exploitation of fishery resources in its territorial waters, Gabon has signed with the European Union a fisheries partnership agreement based solely on the exploitation of tuna. The logic applied to the access of the tuna fleets

are reflected in the memorandum of agreement whose duration is variable. It is essentially ;

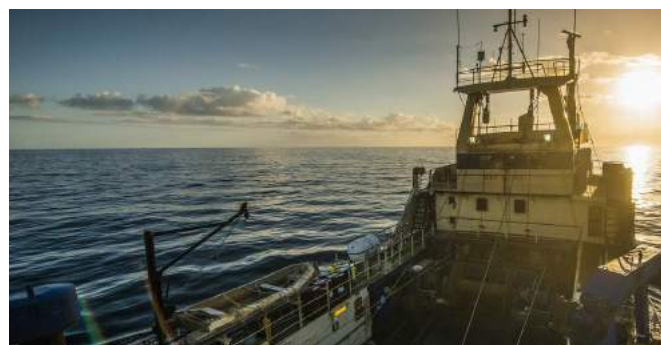
- The definition of the area of fishing ;
- Of the conditions for obtaining a right of access to the resource ;
- The terms of the payment of the right of access ;
- The establishment of a tracking system via a program of boarding of observers on board.
- The control of movements of fleets which must report their entry and exit of the EEZ of Gabon.

The protocol in force provides opportunities for the EU to fish for tuna and other highly migratory species for 27 tuna seiners and 8 pole-and-line vessels, based on a reference tonnage of 20 000 tons. Signed in 2013 for duration of 3 years, it shall end on the 23 July 2016. The management of the current protocol is characterized by :

- The implementation of the mechanisms provided for in the area of monitoring, control and monitoring of activities and in particular those relating to the shipment

of the Gabonese observers aboard (first embarkations in May 2016),

- The participation of Gabonese scientists in the counting of the catches, the strengthening of the system for monitoring of activities (VMS, ERS, AIS, etc.) and the improvement of the tools of consultation between the two parties (regular holding of joint commissions as a means of improvement of the implementation of the Protocol).



Operating mode of Sao Tome and Principe and application of rules of transparency, João Gomes Pessoa Lima, Director of Fisheries, Sao Tome and Principe

João Gomes Pessoa Lima, Director of Fisheries, Sao Tome and Principe



The legal framework of the fishery is especially made by: Act No.9/2001-law of the fisheries and fishery resources, which adopts a conservationist approach for the exploitation and management of fisheries resources; Act nº 13/2007 - Act of maritime safety and the prevention of pollution of the sea; Decree-Law

No. 28/2012 - General regulations on the exercise of fishing activities and fisheries resources in STP It also specifies the obligation and the provisions required for the obtaining and use of a license for commercial fishing vessels and science; Decree-Law No. 12/2000 - health rules for the export of fish products to the European markets.

All the fishing agreements or other similar agreements concluded between the Government of the Republic of Sao Tome and Principe and the other State or an economic organization which has the mandate to negotiate these agreements on behalf of its Member States, of an association or any other organization representative of the shipowners or charterers of foreign vessels, giving of fishing rights in the waters under national jurisdiction for the vessels of these States, organizations, associations or other groups should be fully published one month after its signing in the Official Journal of the Republic.

The list of fisheries agreements or similar agreements, of vessels authorized to fish or to conduct activities related to fishing in the waters on the national court, the ships under the national flag authorized to fish or to conduct activities related to fishing outside the waters under national jurisdiction, and all the related revenues will be regularly updated and published at the end of each semester in the Official Journal or in a government Internet site, or by other means which is easily accessible to the public.

The objectives expected by the Government with the publication of the Act on the act of transparency are:

- Act in accordance with that the constitutional right of access to information by the citizens ;
- Increase the responsibility and reduce corruption ;



- Improve the decision-making process and accelerates the corrective measures ;
- Give more credibility and support has the public policies of the State ;
- Reinforces the reforms of the management of public finances.

The tuna fisheries transparency Initiative in the harmonization of the conditions of access (TTI)

Javier Garat, CEPESCA, Spain

Presentation given by Julio Moron (see Session 2).

For a harmonization of the conditions of access to fisheries resources, legal elements

Philippe Cacaud, independent consultant, France



The rights of coastal States to regulate access to the fishery resources in their maritime areas are defined in the Convention on the Law of the Sea of 1982. The SRFC and the FCW have adopted conventions to promote the harmonization of the conditions of

access of foreign fishing vessels in the Member States EEZs.

The presentation examines the main provisions of these two conventions and compares them with the existing initiatives in other parts of the world, including the minimum conditions for access (MCA) harmonized in the FFA for vessels fishing in the Pacific Ocean and the project of MCAs in the course of development in the Indian Ocean by the Fisheries Commission of the south-west of the Indian Ocean. In this regard, it is recommended to :

- Reassess the existing MCAs in West Africa and develop protocols in the framework of conventions in order to establish specific MCAs ;
- Broaden the geographic scope of application of the

MCAs relating to tuna fishing to the whole of the Member States of the SRFC, the FCWC and the COREP ;

- Broaden the scope of the MCAs to other areas (e.g. prior inspection, support vessels, use of drift DCPs, respect of ILO standards on the conditions of work on board fishing vessels and support ;
- Take the MCAs as reference standards for the coastal States and not the SFPAs ;
- To consider the MCAs as an instrument for the strengthening of regional cooperation ;
- To promote the MCAs as an instrument for the improvement of the transparency and non-discrimination between fleets.

Discussion around the harmonization of access to fisheries resources and considerations to take into account, led by Anaïd Panossian

For the SRFC region, the minimum conditions of access (MCA) must be reassessed and new protocols developed.

The role sectoral support in the framework of the SFPAs has been the subject of many discussions. With regard to the MCA, it is a good entry door to bring transparency in the management of fisheries resources, but they should be accompanied by action plans implemented. The ATLAFCO can play a role for that the plans of actions for implementation of the WCA are effective. The ATLAFCO has also been called upon to support the States to streamline the efforts to win the battle for transparency, in particular as regards information on landings, and the needs for capacity-building for the collection of data. AU/IBAR was also called upon to strengthen the capacities of States in the negotiations of the fisheries agreements. For the enlargement of the field of application of the MCA, its feasibility has raised a lot of questions. It was also recalled that transparency requires the publication of data and information on the agreements of private fishing signed by the States.





Session 5 Conclusion and Next Steps

SESSION 5, CONCLUSION AND NEXT STEPS

(PRESIDENT : ANGAMAN KONAN)

The last meeting was devoted to the adoption of the workshop conclusions and the recommendations related to the harmonization of the conditions of access to fisheries resources.

Recommendations of the workshop:

A. Highlighting the importance of the fisheries sector for the economic growth, its contribution to the creation of employment, food security and poverty reduction of the countries of the ATLAFCO area ;

B. Recognizing the extent of the catches made in the coastal countries waters within the framework of fisheries agreements that have several forms including that of a sustainable fishery partnership agreement (SFPA) contracted between the EU and a coastal country;

C. Recognizing the more comprehensive character of the SFPAs vis-a-vis other forms of contractual arrangements, in the matter of increased transparency and improved governance in the coastal countries especially by the fact that they have progressively substituted the commercial logic of access to the fisheries resources ("pay to fish") to that of a wider partnership based on the principles of equity, sustainability of resources and solidarity;

D. Considering the SFPAs as a key component of the external dimension of the EU Common Fisheries Policy and therefore as a tool that can contribute to the development of the coastal countries and its fishing communities;

E. Recognizing the need for a coherent national policy and legislative framework to integrate fisheries agreements, in any forms, into a national strategy and to better take advantage of it;

F. Considering the lack of impacts assessments (ex ante and ex post) induced by the various agreements except the ones done by the EU;

G. Recognizing the existence of sub-regional conventions specific to the minimal conditions for access measures;

H. Recognizing the importance of the domestic fishing especially artisanal for the supply of the national markets and more generally to contribute to the food security of the region;

I. Convinced that the SFPAs, if adequately implemented, may constitute an effective tool for the improvement of the governance of fisheries and particularly the transparency, the development of research capacity building, national monitoring and management;

The participants recommend

1. The improvement of scientific knowledge of fish resources of the coastal States and the scientific advice formulated for the assessment of fishing opportunities and estimation of the surplus which can be the subject of a fisheries agreement;

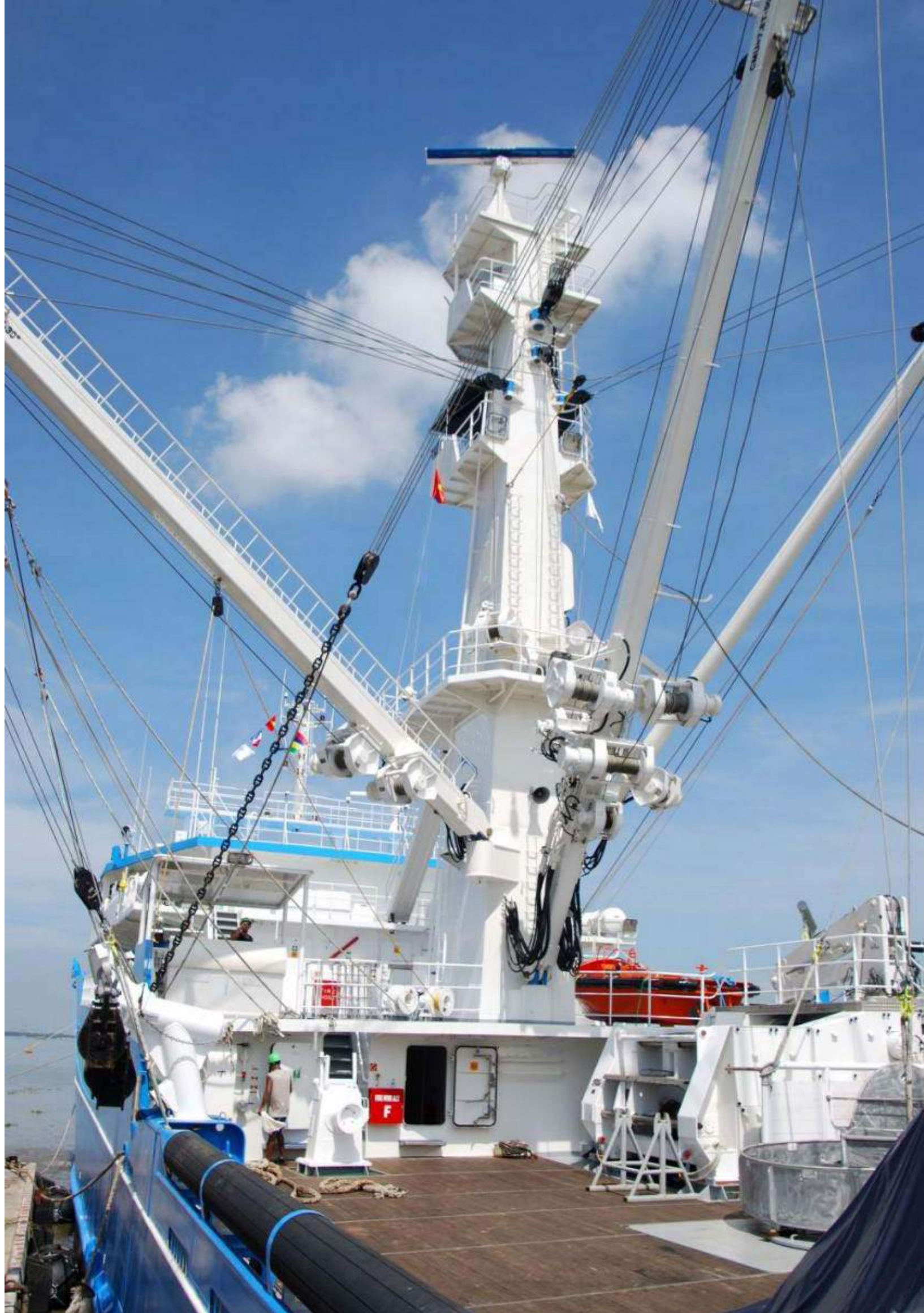
2. The strengthening of the regional scientific cooperation by :

- The support of the African Network of Institutes of fisheries research and science of the Sea (RAFISMER);
- The strengthening of the capacity, role and functioning of the Fishery Committee for the Eastern Central Pacific (CECAF) for a better scientific underpinning of sustainable management of small pelagics and cephalopods and the need to promote regional management of these shared stocks;
- The boosting of the scientific joint committees for the monitoring of implementation and of scientific assessment of fishing agreements.

3. The promotion of the transparency by better information of the civil society organizations and representative structures of fisheries in the process of the development and implementation of the SFPAs :

- By ensuring a free access of the public to information relating to all the agreements, including licenses lists (including IMO numbers), financial payments, sanctions on vessels and projects carried out under the EU sectoral support;
 - By promoting the vertical integration of the fishing professional organizations of the countries of the region;
 - By performing regular assessments of the Agreements and their economic, social and environmental impact, in particular related to the use of sectoral support;
 - By encouraging the data release on fishing effort in the waters of the coastal states, including foreign fleets.
- 4.** The allocation of SFPAs sectoral support to the efficient development of coastal States fisheries and the achievement of the actions considered to be priorities;
 - 5.** The establishment of a national strategic framework in which the role of the fisheries agreements is clearly defined and of instruments of policies that take account of the regional conventions on the minimal conditions of access ;
 - 6.** The acknowledgment of the strategic importance of local fisheries for coastal States, especially the small scale fishing and its role in food safety, the fight against poverty and the development of coastal communities;
 - 7.** The intensification of the cooperation with the regional fisheries organizations in order to strengthen regional governance of fisheries resources and in particular by the establishment of mechanisms for the joint management of the main species (tuna and tuna-like species, small pelagic, demersal stocks, etc.);
 - 8.** The implementation of the existing regional conventions related to the minimal conditions for access (e.g. granting of fishing licenses, inspection of vessels, boarding of observers, etc.);
 - 9.** The harmonization of the labour conditions for sea workers in terms of minimum pay and decent living conditions on board in all ATLAFCO's area countries.
 - 10.** The harmonization of the data management of catches of vessels operating in the framework of fisheries agreements and the establishment of automatic catch data transmission mechanisms (e.g. AIS, ERS, e-logbook...);
 - 11.** The support of ATLAFCO for the implementation of the minimum conditions of access, particularly in the Policy Framework and Reform Strategy for Fisheries and Aquaculture in Africa.







The Appendixs

APPENDIX 1: AGENDA

Day 1: Thursday 2 June 2016

OPENING AND INTRODUCTION OF THE WORKSHOP	
08:00-09:00	Registration
09:00-09:30	Official Opening
09:30-09.45	Introduction of the workshop
THE NEW PARTNERSHIP AGREEMENTS IN THE AREA OF SUSTAINABLE FISHING (SFPAs): GENERAL ASPECTS	
09:45-12:45	<i>The fisheries agreements concluded by the Member States of the ATLAFCO and new SFPAs :</i> - Review of all agreements in the countries of the zone ATLAFCO, Pierre Failler, University of Portsmouth - Presentation of the SFPAs and first returns to experience: Roberto Cesari DG-MARE, European Commission - The sectoral support, decisive component of the SFPAs for a good governance of the fisheries sector of the coastal countries, Anaïd Panossian - Discussion around the framework of implementation of the agreements of the current fisheries and the prospects offered by the SFPAs
12:45-13:45	Lunch
THE FISHERIES AGREEMENTS: CONTRIBUTION TO THE PROCESS OF DEVELOPMENT OF THE NATIONAL FISHERIES SECTOR, COMPLEMENTARITY AND OVERALL COHERENCE	
13:45-16:00	<i>Contribution to the development process, a few national examples and possible improvements :</i> - Contribution to the modernization of the sector of fisheries, Mauritania, Lamine Camara, Director of Fisheries, Mauritania - Contribution to the fishing industry, the Côte d'Ivoire, Shep Helguilè, Director of Fisheries, Côte d'Ivoire - Prospects of improving the contribution of the SFPAs in the process of development of the fisheries sector of the coastal countries, Sidibe Boubakar, AU-IBAR - Discussion around possible improvements
16.00-16.15	Coffee break

16:15-18:00	<i>Complementarity of policies and overall coherence</i> • Complementarity of policies and more-value national: the case of the tuna fisheries, Angaman Konan, CRO, Côte d'Ivoire • The food security of communities of West Africa: the case of pelagic resources, Gaoussou Gueye, CAOPA • The contribution of the pelagic trawlers of the EU to the food security, Gerard van Balsfoort, PFA • Policy coherence in the fisheries sectors in West Africa, Papa Gora Ndaye REPAO • Presentation of the global initiative for greater transparency and equity in the fishing, Andréa Durighello, FITI • Discussion focused on the important elements of the complementarity and coherence, led by Diénaba Beye, SRFC Synthesis and Recommendations
18.00	End of the first day

Day 2: Friday 3 June 2016

THE ROLE OF THE SFPAs AS A VECTOR OF GOOD GOVERNANCE PRESIDENT: ALEXANDRE RODRIGUEZ, LDAC	
09.00-10.30	<i>The SFPAs and the promotion of good governance, the point of view :</i> • Of the institutions: • Director General, International Management of Fisheries and RFMOS, Spain, Rafael Centenera, • The shipowners : • France, Michel stud, Orthongel • Spain, Julio Morón, OPAGAC • NGOs : • WWF, Raúl García • Environmental Justice Foundation, Irene Vidal • Mauritanie 2000, Nedwa Nech • European Federation of Trade Unions of Workers of the sea, Juan Manuel Trujillo Castillo
10.30-11.00	Coffee break

THE ROLE OF THE SFPAs AS A VECTOR OF GOOD GOVERNANCE	
11.00-12.30	<i>Discussion around the SFPAs and their interaction with the process of good governance</i> - Discussion around the key factors of the contributions of the SFPAs to the good governance of fisheries in Africa, including in the area of strengthening of management capabilities, research and monitoring, control and monitoring, led by Abdelmalek Faraj, NHRI - Discussion around the role of the SFPAs in the strengthening of regional cooperation through the regional bodies of fishing (RFMOS and ORP), led by M'Hamed Idrissi, ICCAT Synthesis and Recommendations
12.30-14.00	Lunch
TOWARD A HARMONISATION OF THE ACCESS CONDITIONS TO FISHERIES RESOURCES PRESIDENT: SAMUEL QUAATEY, DIRECTOR GENERAL FISHERIES, GHANA	
14.00-15.30	<i>Example of the tuna fishery: Understanding the logic of applied to the access of the tuna fleets</i> - Operating mode of armaments French and Spanish representatives ORTHONGEL, ANBAC, OPAGAC - Operating mode of the Gabon, Gwladys Annick Ntsame Biyoghe, Assistant Director General of Fisheries and Aquaculture, Gabon - Operating mode of Sao Tome and Principe and application of rules of transparency, João Gomes Pessoa Lima, Director of Fisheries, Sao Tome and Principe - Initiative for transparency in the tuna fisheries in the harmonization of the conditions of access (TTI), Javier Garat, CEPESCA
15.30-16.00	Coffee break
16.00-17.00	<i>For a harmonization of the conditions of access to fisheries resources</i> - Introduction by Philippe Cacaud - Discussion around the harmonization of access to fisheries resources and considerations to take into account, led by Anaïd Panossian, experte indépendante Synthesis and Recommendations

CONCLUSIONS AND NEXT STEPS	
17.00-18.00	Adoption of the conclusions of the workshop on the priorities and actions to be undertaken, definition of next steps and the development of a road-map including guidelines for the harmonization of the conditions of access to fisheries resources
18.00	End of the workshop



APPENDIX 2: UNDERSTANDING THE GOALS OF THE WORKSHOP

1.1. Recall of the contextual environment

The UN Convention on the Law of the Sea (UNCLOS) of 1982 formalized the establishment of the EEZ at the limit of 200 nautical miles. Article 62 of the Convention states that “The coastal State shall determine its capacity to harvest the living resources of the exclusive economic zone. Where the coastal State does not have the capacity to harvest the entire allowable catch, it shall, through agreements or other arrangements and pursuant to the terms, conditions, laws and regulations referred to in paragraph 4, give other States access to the surplus of the allowable catch”. This article provides a legal justification for fisheries agreements.

The notion of surplus, as conceived in the UNCLOS text (without having been defined however) implies knowledge of the optimal extraction level and of the national fishing capacity. Beyond the difficulties in defining the surplus for each species in the absence of scientific assessment and fisheries management plans for the vast majority of West African countries, this concept may not be applied at the level of a country, to pelagic fisheries including tuna, to ocean migratory fish that are not attached to any particular EEZ. Article 64 is entirely devoted to them without specifying the terms of access to foreign ships in national EEZs. It considers indeed that for highly migratory fish resources, the coastal State and the long-distance fisheries Flag States should cooperate, “directly or through appropriate international organizations with a view to ensuring conservation and promoting the objective of optimum utilization of such species throughout the region, both within and beyond the exclusive economic zone”. It is not clearly known how one should consider the access of foreign vessels to the national EEZ of coastal countries as regardstuna.

In countries with long-range fleets, the establishment of EEZs has led to different approaches. For EU Member States, since The Hague Resolution in 1976 , establishing a fishery zone extending up to 200 miles off the coast

bordering the North Atlantic and the North Sea, the negotiating mandate is transferred from the State to the European intergovernmental authority (European Economic Community until 1992, European Community until 2009 and since then European Union). This decision led to the conclusion of agreements between the Community and third countries laying down the conditions for the exchange of rights of access (reciprocity) to areas and stocks, whether shared or adjoining, or conditions for the purchase of rights of access to fishing areas under the sovereignty of States which are not members of non-member countries. Fisheries agreements will adopt a new legal framework following the entry into force of the European Council decision of July 19, 2004 and will be called for 10 years Fisheries Partnership Agreements (FPAs).

The reform of the Common Fisheries Policy in 2014 has introduced the concept of Sustainable Fisheries Partnership Agreements (SFPAs). This reform aimed to improve the FPAs in many ways, including the amount of information made available and that can be used to determine the available surplus in the EEZ of the partner countries, the promotion of sustainable fishing in the waters of these countries by a sectoral support from the EU that is better targeted and subjected to regular monitoring, and the addition of a clause on human rights. The main goal of the SFPAs is to establish a framework of legal, environmental, economic and social governance for the fishing activities conducted by Union fishing vessels in third country waters, when standards similar to those that apply to these vessels in EU waters should prevail.

1.2. Goals and challenges of the workshop

The main goal of the workshop is to understand the role of the SFPAs as new forms of fisheries agreements, as governance instruments that can potentially develop the fisheries sector of third countries and instill standards of good governance in their management sector. These fisheries agreements aim to promote good practices in governance both at the level of coastal States and at the regional level. They include provisions for the participation of stakeholders, the transparency of decisions, of accounting procedures, and of expenditures of sectoral support.

The case of the tuna seiner fleet in the EU will be used as a model that can be transposed to other types of fisheries. The lessons learned in terms of governance (openness/ transparency, responsibility/accountability, consistency, participation. Effectiveness and efficiency, adaptability - responsiveness, subsidiarity / proportionality) can be transposed to other EU fisheries and those of the coastal States concerned.

The first specific goal of the workshop is to examine how the SFPAs can encourage the development of good fisheries governance practices in the countries that signed such agreements within the ATLAFCO area. One must therefore present and discuss the new type of fisheries agreement represented by an SFPA with regard to its ability to serve as a model or tool for better fisheries governance and an improvement of the fleet management capacity in the ATLAFCO area. This new type of agreement was set up in 2015 by the EU in replacement of the fisheries partnership agreements (FPAs in force since 2004). Discussion will also focus on how such agreements are compatible with the modernization of the fisheries sector of coastal countries, how such agreements ensure equitable access to resources between EU fleets and

those of coastal countries, and more generally contribute to their economic and social development. The overall consistency and their fairness will therefore be examined.

The second specific goal of the workshop is to clarify the elements of a harmonized system of conditions of access to resources for distance fishing vessels (licensing, royalties, observers, landings, embarked seafarers, etc.). A number of rules, guidelines will then be clarified, and more especially for tuna seiners. The representatives of coastal countries should actively participate in defining these guidelines. The exchange of best practices by the tuna purse seiner owners will make it possible to better define the elements to be considered as well as the work steps required for the implementation of such a system, and to achieve a strong complementarity between the activities of the EU fleets and those of African coastal countries.

The challenge is generally to assess what the new fisheries agreements will bring to coastal countries and to improve the management of distant water fleets in the waters of the ATLAFCO area by having at the end of the workshop a set of guidelines for the harmonization of conditions of access (fees, crews, observer programs, declaration and landing of catches...).





APPENDIX 3: INTRODUCTORY REMARKS

Speech by MR. Abdelouahed BENABBOU, Executive Secretary of ATLAFCO during the opening session of the workshop :

« The partnership agreements for sustainable fishing and the good governance of the fishery in the area ATLAFCO »

El Jadida, Morocco 2-3 June 2016

*The Representative of the President of ATLAFCO,
The Representative of the Department of Fisheries of the Kingdom of Morocco,
The Representative of the European Union,
The Executive Secretary of the Long distance Advisory Council,
Delegates of ATLAFCO Member States,
Members of LDAC,
The President of the Federation of the maritime fishing and aquaculture (FPMA),
Representatives of the civil society,*

Ladies and Gentlemen,

I am very pleased to be here today to open with you the work of this workshop which constitutes the second component of the grant agreement concluded between the European Union and ATLAFCO, current of the year 2015.

I take this opportunity to welcome you and wish a pleasant stay in El Jadida to all participants coming from different countries, who have responded to our invitation.

Your presence among us affirms the importance of the theme that brings us together, namely the «partnership agreements for sustainable fishing and the good governance of the fisheries sector» in c ATLAFCO area countries.

The Partnership Agreements for Sustainable Fishing are the culmination of a long process of political economy of agreements linking the EU to coastal countries, including African countries in maritime fishing, to pass from a logic 'access agreements to the resource to logic of partnership agreements for a «sustainable fishing».

Indeed, after having long been commercial, that is to say, extraction against payment of a financial consideration, fisheries relations between the EU and bordering countries, have gradually used to support the idea that these relations are part of the European development policy.

While providing the opportunity to determine whether the transition from conventional type fisheries agreements to new generation of agreements resulted in real change, this meeting aims to understand the role of the SFPAs, in promoting good governance practice and transparent and sustainable management of fisheries at the scale of the signatory States of the region.

It is therefore to examine this new type of agreements with regard to their ability to serve as privileged instruments that promote the emergence of good fisheries governance practices in signatory countries within ATLAFCO area, but also in as levers of their inclusive development.

At the end of this workshop, it is our duty to define the elements and stages of harmonized conditions of access to the resources for the fleets operating in the region. This harmonization is the basis for good management of the fisheries sector, not only for partner countries, but also for other states in the region.

The SFPAs could be very interesting for states wishing to increase the sources of financing of their economies provided that they can get to the foreign participation, higher benefits to those that produce their own fisheries.

It belongs to us then, to make a series of recommendations to ensure that the partnership agreements for a «sustainable fishing» can truly contribute to the economic development of the bordering countries, by releasing all the potential of their fisheries sector, without compromising the sustainability of resources, job opportunities and the food security of local populations.

This meeting is therefore a great opportunity to debate the shape and the future of development cooperation of the EU with our Member States and enroll in a new dynamic in the service of a shared goal of sustainable management and transparency of the fishing activities.

Before closing my remarks, I would like to thank all ATLAFCO's partners (the Moroccan authorities, the European Union, LDAC and the OFCF), without which this meeting could not be held; as well as the Member States delegates for their important participation.

I thank you for your attention.



APPENDIX 4: LIST OF PARTICIPANTS

Workshop «Sustainable Fishries Partnership Agreements (SFPAs) and the good governance of the fisheries in ATLAFCO zone»

N°	COUNTRY/INSTITUTION	NAME	E-MAIL ADRESS
1	ADEPA	Lucie TETEGAN	l_tetegan@yahoo.fr
2	Angola	Maria de Lourdes gaspar bento sardinha	mdlsardinha@gmail.com
3	AU IBAR	Aboubacar Sidibe	aboubacar.sidibe@au-ibar.org
4	Bénin	DJIHINTO Antoine Gaston	adjihinto@yahoo.fr
5	Cameroun	Belal Emma	belalemma@yahoo.fr
6	CAOPA	Gaoussou Gueye	gaoussoug@gmail.com
7	COFREPECHE	Etienne JARRY	etienne.jarry@cofrepeche.fr
8	COMHAFAT/ATLAFCO	Abdelouahed BENABBOU	benabboucomhafat@gmail.com
9	COMHAFAT/ATLAFCO	Abdelkrim MRABTI	akarim.mrabti@gmail.com
10	COMHAFAT/ATLAFCO	Abdennaji LAAMRICH	laamrichmpm@gmail.com
11	COMHAFAT/ATLAFCO	Ali BOUALI	bouali1952@gmail.com
12	COMHAFAT/ATLAFCO	Atsushi ISHIKAWA	a615@ruby.ocn.ne.jp
13	COMHAFAT/ATLAFCO	Hayat ASSARA	hayat.comhafat@gmail.com
14	COMHAFAT/ATLAFCO	Karima CHOUKRANI	mkarima241@gmail.com
15	COMHAFAT/ATLAFCO	Mohamed HADDAD	haddad.comhafat@gmail.com
16	COMHAFAT/ATLAFCO	Mohammed SADIKI	sadikicomhafat@gmail.com
17	Congo	ATSANGO Benoît Claude	atsangoclaude@yahoo.fr
18	Conseiller Ambassade d'Espagne au Maroc	Jorge Fernandez Martinez	rabat@magrama.es
19	Consultant	Pierre Failler	pierre.failler@port.ac.uk

20	Coordinateur National du PRAO-MR/ Mauritanie	Al mamy Samboly Ba	praobmp@yahoo.com ; sambolyalmamy@gmail.com
21	COREP	Emile ESSEMA	essemile@yahoo.fr
22	Côte d'Ivoire	Angaman KONAN	angaman.konan1@yahoo.fr
23	Côte d'Ivoire	SHEP Helguilè	shelguile@yahoo.fr
24	CPCO	Séraphin DEDI NADJE	sdedi.nadje@yahoo.fr
25	CSRP	Diénaba Beye	dienaba_beye@yahoo.fr
26	CSRP	Marième Diagne TALLA	masodiagne@yahoo.fr
27	Délégation de l'Union européenne au Maroc	Sebastien Copin	Sebastien.copin@eeas.europa.eu
28	DG-MARE	Roberto Cesari	Roberto.Cesari@ec.europa.eu
29	Director of Orthongel	Michel Goujon	mgoujon@orthongel.fr
30	Environmental justice Foundation	Irène Vidal	irene.vidal@ejfoundation.org
31	Fisheries and Legal Expert	Philippe Cacaud	pcacaud@aol.com
32	FiTI	Andréa Durighello	adurighello@governance-platform.org
33	FPMA	AKOURI Omar	fpmacontact@gmail.com
34	Gabon	Gwladys Annick NTSAME BIYOGHE	glwad6@yahoo.fr
35	Ghana	Papayaw ATOBRAH	papayawgh77@yahoo.com
36	Ghana	Samuel QUAATEY	samquaatey@yahoo.com
37	Guinée	Kéïta Hadja N. Sonnah CAMARA	camarasona@yahoo.fr
38	Guinée	Youssef Hawa CAMARA	youssefhw@yahoo.fr
39	Guinée Bissau	Euclides dos Santos Cunha	euclidesabel@hotmail.com
40	Guinée Equatoriale	Ernestina Becheng Mko	chuspi79@yahoo.es
41	ICCAT	M'Hamed Idrissi	mhamed.idrissi@iccat.int
42	Infopêche	Mohamed El Malagui	elmalagui@hotmail.fr
43	INRH	Abdelmalek Faraj	faraj@inrh.org.ma

44	LDAC	Alexandre Rodríguez	alexandre.rodriguez@ldac.eu
45	LDAC	Javier Garat	javiergarat@cepesca.es
46	Expert juridique en droit de la mer et de la pêche	Anaid Panossian	anaid.panossian@gmail.com
47	Liberia	Alvin S. Jueseah	a.s.jueseah@liberiafisheries.net
48	Maroc FCPM	Kamal BENNOUNA	lumakes@yahoo.es
49	Nigeria	Patrick Itor OGAR	ogaripat@yahoo.com
50	OPAGAC	Julio Morón	julio.moron@opagac.org
51	OPAGAC	Miguel Herrera	miguel.herrera@opagac.org
52	President at Pelagic Freezer-trawler Association	Gerard J. van Balsfoort	gbalsfoort@pelagicfish.eu
53	REPAO	Papa Gora Ndiaye	gndiaye@gmail.com
54	République Islamique de Mauritanie	Lamine Camara	laminecam2000@yahoo.fr
55	République Islamique de Mauritanie	Nedwa Nech	nedwa.nech@gmail.com
56	Sao Tomé et Príncipe	João Gomes Pessoa Lima	jpessoa61@hotmail.com
57	Secretaría de Pesca - Sector del Mar de la FSC de CCOO Presidente Sección Europea de Pesca de la ETF	Juan Manuel Trujillo Castillo	jtrujillo@fsc.ccoo.es
58	Sénégal	Abdoulaye DIEDHIOU	layee78@yahoo.fr
59	Subdirector General de Acuerdos y Organizaciones Regionales de Pesca Dirección General de Recursos Pesqueros y Acuicultura	Rafael Centenera Ulecia	rcentene@magrama.es; orgmulpm@magrama.es
60	Togo	Banguina KEKEOU	banguinaandre@yahoo.fr
61	WWF	Raúl García	pesca@wwf.eu



secretariat@comhafat.org



www.comhafat.org

Secrétariat exécutif de la COMHAFAT/ATLAFCO

N°2, Rue Beni Darkoul, Ain Khalouiya, Souissi, Rabat - Maroc

Tel : +212 530 774 224 / 21 Fax : +212 530 174 242/Mobile : +212 664 350 952

